

L'ADOPTION

dans la Loi du 19 Juin 1923

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Juridiques)

PRÉSENTÉE PAR

Pierre VERDENAL

AVOCAT A LA COUR

*Ancien Secrétaire de la Conférence des Avocats
à la Cour d'appel de Paris*

Jury :

Président : M. HEMARD, Professeur

Suffragants : M. BARTIN, Professeur

M. JULLIOT DE LA MORANDIÈRE,
Chargé de Cours

1923

" LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE "

49, Boulevard St-Michel, 49

PARIS



Digitized by the Internet Archive
in 2026

L'Adoption
dans la Loi du 19 Juin 1923

L'ADOPTION

dans la Loi du 19 Juin 1923

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Juridiques)

PRÉSENTÉE PAR

Pierre VERDENAL

AVOCAT A LA COUR

*Ancien Secrétaire de la Conférence des Avocats
à la Cour d'appel de Paris*

Jury :

Président : M. HEMARD, Professeur

Suffragants : M. BARTIN, Professeur

M. JULLIOT DE LA MORANDIÈRE,
Chargé de Cours

1923

" LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE "

49, Boulevard St-Michel, 49

PARIS

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

La loi du 20 Juin 1923 vient de modifier le titre Huitième du Code Civil consacré à l'Adoption et à la tutelle Officiieuse : par elle les textes qui régissent la matière sont pleinement renouvelés. Il nous est apparu qu'une telle transformation devait attirer l'attention de ceux qui s'intéressent aux choses du droit privé non seulement parce qu'elle est susceptible de faire entrer dans le domaine de la pratique une Institution d'une application peu fréquente sous le régime des dispositions législatives anciennes, mais aussi parce qu'elle offre un exemple intéressant de rédaction rationnelle des lois. Chacun s'accorde à condamner la méthode moderne de préparation des lois par des Assemblées nombreuses qui brisent la cohésion des textes et manquent souvent de compétence technique. « Personne n'ose plus défendre le système actuellement employé pour la préparation des lois civiles. Les faits sont là, la preuve des faits est acquise (1).

Pendant la période troublée de ces dernières années, au cours desquelles le Droit lui-même n'a pas toujours gardé toute sa sérénité, la législation de guerre, passionnée comme il convenait à une législation de circonstance, a été une illustration flagrante d'un péril signalé depuis longtemps. Les dispositions sinon contradictoires du moins difficilement conciliables se présentent, qui ont

(1) PLANIOL. — Traité Élémentaire de Droit Civil, I. 119.

dérouté la pratique, et jeté le trouble dans la Jurisprudence un instant détournée de ses tendances vers l'unité et la logique. Il semble que pour l'élaboration des textes sur l'adoption nés d'un état social et de besoins nouveaux, mais qui devaient être définitivement incorporés dans le Code, et malgré de nombreuses initiatives parlementaires, le Législateur ait préféré écouter la voix de la sagesse. Il a voulu que le statut nouveau de cette institution ancienne, imposé lui aussi par les circonstances, fût une œuvre réfléchie, qui puisse être maintenue sans jeter le trouble dans la vie de famille. Il a, nous le verrons presque entièrement adopté et voté un projet de loi préparé par la Société d'Etudes Législatives (1), sûr d'accorder ainsi dans son texte les deux qualités indispensables : l'Esprit scientifique et l'Esprit pratique.

Tout prévoir disait Portalis dans son discours préliminaire est un but qu'il est impossible d'atteindre (2) et il ajoutait « C'est à l'expérience de combler les vides que nous laissons. Les codes des peuples se font avec le temps mais à proprement parler on ne les fait pas » (3).

Ici au contraire si l'on relit les intéressants débats que la Société d'Etudes Législatives a consacrés à l'adoption, dans son bulletin où la discussion est entièrement rapportée, on voit que cette controverse s'est efforcée de tout prévoir, d'accorder ensemble les dispositions, de telle sorte que le commentaire de la loi nouvelle se trouve bien empêché de s'enrichir d'une critique qui puisse, se-

(1) Bulletin S. E. L. 1920, Page 133.

(2) FENET. — Recueil Complet des Travaux Préparatoires du Code Civil, T. I. page 467.

(3) Ibid. page 476,

lon la coutume et toujours avec un malin plaisir, signaler les erreurs, les omissions ou les incohérences du texte auquel il est consacré. Il faudrait pour cela quelque impertinence, et bien de l'inconscience, lorsque l'on sait les noms respectés de ceux qui ont pris une part active à la discussion.

Pour réformer d'ailleurs la matière qui nous occupe il y avait plus qu'à combler des vides. L'expérience, au moins nationale, devant faire presque entièrement défaut. Les adoptions furent chaque année peu nombreuses de telle sorte qu'on ne pouvait savoir si c'était la réglementation qui faisait disparaître son objet même, ou s'il était fait peu usage des possibilités d'adopter parce que le besoin n'existait pas en France. Pour établir un régime nouveau fondé sur des bases tout à fait nouvelles, c'est donc à l'expérience des peuples étrangers, chez lesquels l'institution est vivante, qu'il a fallu faire appel.

Il n'y a là qu'une répétition. Lorsqu'il s'est agi de mettre en formules législatives l'idéologie révolutionnaire sur l'adoption, sans accepter les règles romaines nées d'une Civilisation trop différente, c'est à l'étranger qu'il a fallu avoir recours : le Code prussien a sur ce point inspiré le nôtre. Aujourd'hui encore, quand on s'est préoccupé de donner à l'adoption des règles nouvelles qui rompaient avec son statut traditionnel, c'est à l'Etranger que l'on a demandé sinon des principes du moins des solutions qui correspondaient aux tendances françaises actuelles. Nous verrons comment, au moyen du Droit comparé le législateur faisant appel à l'expérience universelle a introduit dans notre Droit national une institution que cette expérience consacrait.

Nous donnerons donc les raisons de la loi nouvelle, raisons qui n'avaient pas trouvé leur place dans les anciennes prescriptions du Code si rarement appliquées, si sévères surtout quand elles réglementaient les Conditions de l'adoption : raisons qui ne se sont manifestées d'ailleurs pleinement qu'à la suite des modifications sociales révélées comme conséquences de guerre. Ces besoins sociaux nouveaux rendaient indispensable la réforme d'une institution juridique devenue brusquement insuffisante si elle devait recevoir l'application générale qui semblait nécessaire.

Après avoir rappelé le statut de l'adoption dans notre Code civil et indiqué quel est celui qui résulte pour elle dans les législations étrangères actuelles nous rechercherons quels principes, quelles tendances ont déterminé le sens des modifications à intervenir, et enfin nous indiquerons comment le texte même a fixé ces conceptions nouvelles, les a réalisées dans les dispositions de la loi sans négliger de signaler leurs points communs avec les législations modernes étrangères. Nous espérons pouvoir remplir ainsi le but de cette étude.

PREMIÈRE PARTIE

L'Adoption dans le Code Civil.

CHAPITRE I

Historique. Examen critique.

La Révolution a établi l'adoption en France. Elle en a introduit la notion dans le décret du 18 Janvier 1792 par lequel « L'Assemblée Nationale décrète que son Comité de législation comprendra dans son plan général des lois civiles celles relatives à l'adoption » (1).

Avant elle l'adoption était réellement inconnue en France. Le Droit coutumier ne la connaissait pas. Faut-il, comme la chose a été dite (2) attribuer le mérite de sa résurrection « à l'influence de la culture classique et d'un enseignement secondaire dans lequel l'étude des auteurs latins occupait une large place grâce à laquelle l'adoption n'avait jamais cessé, théoriquement tout au moins, d'être considérée comme une institution de grand intérêt social, et capable à ce titre de produire les résultats les plus

(1) V. Pour cette Période, Dejol, Rétablissement de l'adoption en France. Thèse Paris 1911.

(2) M. GUIBAL, Rapport à la Chambre des Députés au nom de la Commission de Législation civile. J. O. Doc. parl. 1923. Ch an. n° 5989, page 838.

heureux » ou bien plutôt lier cette résurrection à l'évolution générale des idées « sous l'influence de Rousseau qui a fait de l'enfant un personnage important, intéressant, digne d'être secouru par tous les moyens que nécessite sa faiblesse surtout lorsqu'il est orphelin, sous l'influence aussi de l'imitation des institutions de la Rome antique » (1). C'est bien plutôt croyons-nous cette explication qui doit être admise.

« L'adoption appartient de préférence aux Républiques » affirmera Daubermesnil (2). Elle fut accueillie par la France Révolutionnaire comme elle le fut à Rome « lorsqu'elle ouvrit aux plébéiens l'accès du Patriciat en démontrant pour la première fois que le genre humain n'était pas composé de deux espèces différentes ». Dans cette institution nouvelle — qui ne trouvait aucune racine dans notre droit coutumier, se manifeste la sentimentalité, le mysticisme de l'Epoque. Elle pense y trouver elle aussi une preuve de l'égalité des hommes puisqu'elle mêlera les classes en réunissant ceux qui sont d'origine, de sangs différents dans les liens communs de la famille — et qu'elle permettra de réaliser davantage la fraternité entre ceux qui seront appelés plus nombreux à partager les avantages de la fortune — entre les riches et les pauvres unis par un mouvement de générosité.

Les théoriciens (3) espéraient trouver aussi en elle un

(1) M. PÉRÈS. Rapport au Sénat. J. O. Doc. Parl. 1923. Sénat ann. n° 620, page 29.

2) Arch. not A D 11. 30.

3) BERLIER. Idées offertes à la médication de ses Collègues dans Fenet. Recueil complet de Travaux préparatoires du Code civil.

moyen de plus de réaliser la partie économique de leur programme et de consolider la société nouvelle — d'assurer la division des fortunes qui fera les citoyens égaux entre eux, la répartition des biens des célibataires qui passeront aux enfants déshérités. Mais, n'oubliaient-ils pas en même temps combien elle pouvait se rapprocher, sinon au point de vue juridique — du moins au point de vue des résultats finalement recherchés, de la pratique aristocratique de l'institution d'héritier universel à charge de porter le nom et les charges de la famille — comme il peut échapper à la générosité des réformateurs d'aujourd'hui que l'adoption peut n'être bien souvent qu'un moyen employé pour éviter le paiement des droits de succession si élevés entre étrangers. Montesquieu signale ce danger, cette transformation du but de l'adoption à propos de la manière dont les lois doivent se rapporter au principe du Gouvernement aristocratique (1) « Deux choses sont pernicieuses dans l'aristocratie la pauvreté extrême des nobles et leur richesse exorbitante... Il ne faut point de substitutions, de retraits lignagers, de majorats, d'adoptions. Tous les moyens inventés pour perpétuer la grandeur des familles dans les Etats monarchiques ne sauraient être d'usage dans l'Aristocratie ».

Cet aspect de la question paraît échapper aux cœurs généreux des premiers jours de la Révolution. Ils ne veulent y voir que l'avènement de la Fraternité.

Elle doit être établie comme un devoir sacré indis-

1) MONTESQUIEU. De l'Esprit des Lois, Livre V Chap. VIII.

pensable pour tout citoyen qui n'aura pas d'enfants (Oudot. Discours à l'Assemblée Législative le 25 Juin 1792). Tout citoyen âgé de trente ans devra ou être marié ou avoir soit reconnu soit adopté un enfant dont il aura soin et auquel passera une partie de ses biens après lui sous peine d'être privé de toute succession collatérale.

La même année un citoyen Henry électeur du district de Montmédy présente une requête au Comité de Législation (1) où il déclare que le « célibataire est l'assassin de sa prospérité » et où il propose d'obliger tout célibataire de quelque état qu'il soit, depuis l'âge de trente-cinq ans à cinquante-cinq ans inclusivement, d'adopter l'enfant de trois ans que sa municipalité lui désignera dans le nombre des orphelins les plus pauvres de la commune — sous peine d'être déchu de sa qualité de citoyen, privé de sa part d'affouages communaux : et sa cote de cotisation sera doublée à la décharge des citoyens du lieu. »

On est aujourd'hui moins rigoureux pour les célibataires. Que d'idées utiles pourraient puiser ceux qui cherchent à conserver à la France son rang de grande nation menacé par la décroissance de sa natalité, dans l'activité d'une époque où s'éveillait vraiment le sens national fait de cette certitude qu'aucun citoyen ne peut demeurer indifférent à la vie du pays.

Peut-être étonnés encore d'avoir pu changer l'ordre établi en France depuis des siècles — émerveillés de ce qu'ils avaient déjà fait, pleins de confiance dans la Réa-

1) Arch. Nat. DIII 361,

lisation des réformes futures, les hommes s'enthousiasmaient alors pour une institution qui pouvait changer la condition des citoyens, modifier l'ordre de la nature au moyen de sa propre imitation, briser les liens les plus forts qui se trouvent en elle et en établir de nouveaux aussi solides devant la loi.

Une révolution politique peut réussir par un Coup de force ; tout le long du 19^e siècle ont tout à tour triomphé des formes nouvelles de gouvernement, mais qui ont laissé le code inchangé. La transformation de la société civile et les changements dans le régime de la propriété et la distribution des biens, demande un plus long effort. — Les préoccupations d'ordre social sont évidentes dans l'établissement de l'adoption, ses répercussions ne sont pas laissées dans l'ombre. Il est intéressant de le rappeler car ce sont aussi des préoccupations d'ordre social qui ont mis en mouvement l'initiative parlementaire soucieuse de remédier à la crise dont la guerre a frappé le pays.

Aussi l'adoption fut à l'origine considérée comme un moyen de remplir son devoir civique. L'article 4 de la Constitution du 24 Juin 1793 ne déclare-t-il pas que tout homme qui adopte un enfant est admis à l'exercice des droits de citoyen français ? Par un juste retour des choses les Assemblées en firent une récompense publique. La nation adopte les enfants de ceux qui ont bien mérité de la patrie. Cette sorte d'adoption a-t-on dit, appartient moins au domaine du droit qu'à celui de la rhétorique. Parmi ces manifestations la plus célèbre est celle dont fut l'objet la fille du représentant du peuple Lepelletier de Saint Fargeau, assassiné par un garde français

pour avoir voté la mort de Louis XVI adoptée par décret du 25 Janvier 1793. La Convention prit en l'espèce son rôle très au sérieux et des débats s'engagèrent lorsque cette « Pupille de la Nation » désira se marier — pour savoir s'il convenait ou non de lui laisser contracter une union selon son cœur.

Pendant le 19^e Siècle ce même sentiment s'est maintenu d'un devoir à remplir par la Nation envers les enfants de ceux qui l'avaient bien servie (1). En 1805 Napoléon adoptait les enfants des militaires morts à Austerlitz, en 1830 et 1848 la France adopte les enfants des citoyens morts en combattant pour la liberté. Après la guerre de 1870 elle le fait des enfants des citoyens morts pour sa défense et prend l'engagement de pourvoir aux besoins des veuves et de leurs familles qui réclameront des secours à l'Etat. Cette loi du 26 Mars 1871 annonce la loi du 27 Juillet 1919 sur les pupilles de la Nation.

Malgré la faveur qui l'avait accueillie on ne trouve dans notre Droit intermédiaire aucun texte qui organise l'adoption, en règle les conditions de forme et les effets. Cependant beaucoup d'adoptions furent réalisées que vint plus tard confirmer, pourvu qu'elles aient été passées par actes authentiques, la loi du 25 germinal an XI (13 Avril 1803) « quand elles n'auraient été accompagnées d'aucune condition depuis imposée pour adopter ou être adopté ».

Des propositions de décret ont été déposées qui sont intéressantes car elles montrent que l'adoption était consi-

(1) V. Beudant. Cours de Droit civil français, t. 3 p. 294. n° 658 -s.

dérée comme une œuvre de solidarité, si tant est que le mot existât alors, conçue dans l'intérêt des enfants en bas âge, réservée même parfois aux seuls indigents. Tel est le texte proposé le 24 Décembre 1792 par le Conventionnel Jean Debuy (1). « La Convention nationale rétablit le droit à l'adoption. Il ne pourra s'exercer que de l'homme aisé à l'indigent payant moins de trois journées de travail », et un autre (Languinais) « L'adopté doit être Français, au-dessous de la puberté et pris dans les Citoyens compris dans le rôle des pauvres contribua-bles ». Cette conception ne trouva pas sa place dans le Code civil, la loi nouvelle au contraire s'en inspire lorsqu'elle veut que l'Adoption présente des avantages pour l'Adopté. Cambacérès pourtant devait la reprendre dans ses différents rapports sur les projets du Code civil présentés tant à la Convention qu'au tribunal dans lesquels il réservait l'Adoption aux mineurs soit de quatorze ans soit de seize ans.

Il semble donc que malgré son introduction récente dans les habitudes françaises l'adoption s'y soit solidement établie. Pourtant la Commission de l'an VIII chargée de la rédaction du Code ne la maintint pas dans son projet ; elle n'y fut rétablie que sur la demande de la Section de Législation du Conseil d'Etat et vraisemblablement sur l'initiative du Premier Consul. C'est très évidemment à regret que fut introduite dans notre Code cette institution inconnue du l'ancien Droit. Bonaparte ne put vaincre la résistance de ses légistes. Il voulait donner tous les effets de la paternité « la singer » (Thi-

(1) Moniteur du 26 Décembre 1792.

baudeau. Mémoires Pg. 420) à une fiction juridique qui pouvait servir ses vues politiques, et dans les formes même de son établissement « raffer fortement les imaginations » en faisant intervenir le Corps législatif comme intervenait à Rome après l'autorisation des Pontifes le vote du peuple assemblé en ses comices. Mais les exemples sublimes ne suffisent pas aux besoins des hommes et aux réalités juridiques. Bonaparte ne fut pas suivi.

Tout alors a été dit sur l'adoption (1), pour et contre elle : les avantages, pour l'adopté qui doit en recueillir un bénéfice moral et matériel, pour l'adoptant qui peut y trouver une consolation : les inconvénients pour l'adopté surtout si étant mineur il est soumis aux liens d'une Parenté inacceptable, pour l'adoptant qui peut plus tard regretter sa décision. On a signalé le caractère artificiel d'une institution qui veut imiter la nature mais qui l'imité mal puisqu'il lui manque à l'origine l'élément essentiel : la procréation, son peu d'utilité puisqu'il est possible sans elle de faire la charité d'une façon profitable, et enfin son danger possible au point de vue social si elle devait détourner les gens du mariage en leur permettant les joies et les avantages de la paternité sans en avoir les charges. Nous n'aurons pas à revenir sur ces controverses morales ou philosophiques, Si la question n'était épuisée, elle s'est trouvée d'un intérêt médiocre au regard des douloureuses raisons qui ont déterminé la loi du 19 Juin 1923 et qui ont fait apparaître au législateur l'adoption comme

(1) Fenet. Recueil complet des Travaux préparatoires du Code civil, 1836. T. X.

bonne en soi et susceptible de recevoir utilement et pour l'individu et pour la société un statut nouveau qui devait en répandre l'usage.

Les rédacteurs du Code ne pouvaient admettre l'établissement en France de l'Adoption romaine née d'une civilisation d'un autre âge où les liens civils comptaient dans l'organisation de la famille plus que ceux du sang. Il suffisait de satisfaire des intentions philanthropiques et non plus répondre à une préoccupation essentielle — la perpétuité du culte domestique — des *Sacra Privata* — Le Droit coutumier ne fournissait aucune source, le législateur trouva dans les lois de Prusse qui organisaient déjà l'Adoption un précédent dont il s'inspira.

Partagés entre le désir d'imiter pleinement la nature et la crainte d'imposer à l'adoptant ces mauvaises chances de la vie que seule peut faire accepter l'affection paternelle née des véritables liens du sang, en même temps qu'ils désiraient avoir la certitude qu'une affection durable s'était établie par avance entre l'adoptant et l'adopté, les rédacteurs du code hérissaient la question de difficultés qui en rendaient la solution bien difficile. Tirant argument de ce que l'adoption est un contrat — dont la validité exige le consentement des parties — ils ont réservé l'adoption au seul majeur. C'est le renversement de la conception des hommes de la Révolution — qui coupe dans sa racine l'institution elle-même. Cette interdiction d'adopter les mineurs — même tempérée par la tutelle officieuse — devait dominer l'avenir. La source vive est atteinte. Enfin pour modérer encore les bonnes volontés persistantes, viennent s'interposer des conditions restrictives de forme et de fonds qui sont présentées

comme autant de garanties, d'assurances contre les risques futurs. Les hésitations du législateur à adopter le principe même de l'adoption ont fait qu'il ne put se résoudre à assurer les conditions de son entier développement.

CHAPITRE II

Statut de l'Adoption dans le Code Civil

Les modifications antérieures

à la loi du 19 Juin 1923

Malgré qu'il soit classique il est utile de rappeler brièvement le régime de l'Adoption dans le Code pour le mieux comparer avec les dispositions nouvelles (1).

L'Adoption est un contrat solennel soumis à l'approbation de la Justice, qui crée entre deux personnes des relations analogues à celles qui résulteraient de la filiation légitime.

1 Conditions.

Il faut :

A) pour adopter

1° avoir passé l'âge où l'on peut espérer avoir des enfants. Cet âge est fixé par la loi à 50 ans révolus pour les deux sexes (art 343).

2° n'avoir aucun enfant ou descendant légitime au jour de l'adoption (art 343)

3° avoir une bonne réputation (art 355)

4° être Français — (Jurisprudence constante)

B) pour être adopté — être majeur — (art 346).

(1) V. Planiol t. I, n° 1572. s.

et de plus qu'il y ait entre l'adoptant et l'adopté une différence d'âge de 15 ans (art 343) jointe à l'obligation des soins donnés à l'adopté pendant sa minorité du moins pendant six années (art 345). A cela viennent s'ajouter la nécessité d'obtenir certains consentements de son conjoint pour l'adoptant (art 344 al. 2) de ses père et mère pour l'adopté (art 346).

Ces règles de Droit Commun fléchissaient il est vrai dans le cas d'Adoption rémunératoire.

2 Formes

Les Formes de l'Adoption (art 353 à 360) lui donnaient un caractère solennel et la soumettaient à l'homologation de la Justice. Le Contrat reçu par le Juge de Paix, qui avait seul le droit de dresser l'acte des consentements respectifs, était approuvé d'abord par le Tribunal Civil puis, obligatoirement par la Cour d'Appel avant la Transcription sur les Registres de l'Etat-Civil, transcription indispensable qui devait être faite dans les trois mois — délai de rigueur.

3 Effets

Les effets sont limités. L'Adoption ne fait pas sortir l'enfant de sa famille naturelle (art 348 et 349). Elle ne crée de relations juridiques qu'entre l'adoptant et l'adopté. Leurs principales conséquences consistent : 1^o dans une modification du nom de l'adopté (art. 347) ; 2^o dans la Création de quelques empêchements de mariage (art 348) ; 3^o dans la naissance d'une obligation alimentaire (art. 349) ; 4^o dans l'attribution d'un droit de succession à l'adopté — auquel est attaché un droit de réserve — sans

réciprocité pour l'Adoptant qui ne peut invoquer qu'un droit de Retour (art. 350 et 351) si l'adoptant meurt avant lui.

Enfin pour être aussi complet qu'il est possible dans un aussi bref résumé il faut indiquer malgré qu'elle ait été d'une application extrêmement rare, l'Adoption testamentaire qui rendait possible l'adoption des mineurs au moyen de la tutelle officieuse (art. 361 à 370):

Cette adoption était dispensée de toutes les formes requises pour l'adoption ordinaire. Le Testament suffisait, toutefois cette adoption devait être acceptée par l'adopté après la mort de l'adoptant. Celui-ci était soumis aux mêmes conditions quant à sa personne que pour réaliser une adoption de droit commun (art 361-363-366) c'est-à-dire avoir plus de cinquante ans, obtenir le consentement de son conjoint s'il est marié, n'avoir point d'enfants légitimes à son décès. Mais cette faculté n'était laissée qu'à ceux qui avaient accepté la charge de l'enfant sous forme de la tutelle officieuse et en outre il fallait que la tutelle officieuse durait au moins depuis cinq ans au moment où le testament était fait. De plus l'adoption testamentaire ne produisait son effet qu'autant que l'adoptant venait à mourir avant la majorité de l'adopté car à cette époque l'adoption ordinaire pouvait se réaliser.

Ce mode d'adoption si hérissé de difficultés rendait son emploi infiniment peu pratique aussi était-il extrêmement rare.

La loi nouvelle conservera intacte un certain nombre des dispositions du Code. Elle admettra l'adoption des mineurs ce qui l'amènera à résoudre des problèmes qui ne se posaient pas avant. Elle simplifiera la procédure.

Elle s'efforcera d'aider à la satisfaction d'un besoin dont elle reconnaît la légitimité malgré que le Code n'ait pas cherché à en généraliser la pratique. En fait il y a toujours eu très peu d'adoptions. Dans son rapport sur l'administration civile en France le Garde des Sceaux de 1892 signale que « le nombre des arrêts en matière d'adoption va sans cesse en diminuant comme les actes d'adoption ». Depuis un léger mouvement s'est manifesté en sa faveur. La moyenne des adoptions pour l'ensemble de la France a été de 1896 à 1900, soixante-dix-neuf adoptions de 1901 à 1905, quatre-vingt-onze de 1906 à 1910, cent en 1911, cent onze (1).

Quant à la tutelle officieuse son emploi était pratiquement nul, en 1897 sur 87 adoptions une seule était précédée de tutelle officieuse. On n'en a vu aucune en 1901 (2).

Dans une société depuis longtemps assise où les institutions d'assistance fonctionnaient en nombre suffisant, les occasions d'adopter s'offraient rarement qui méritaient la mise en mouvement de l'appareil compliqué qu'était l'adoption. Celle-ci n'était pas entrée dans les mœurs.

Le Code Civil français était la législation la plus ancienne parmi celles en vigueur sur l'Adoption.

Son titre huitième avait vieilli, oublié sans que l'on eut garde de s'en aviser au profit de son voisin le Titre VII qui fixe les conditions des Enfants naturels, enfants chéris du législateur moderne. Sauf la loi du 17 Mai 1900 qui règle des questions secondaires dans le cas d'acte d'adop-

1/ V. Revue de la Société d'Etudes Législatives 1920 Pg. 140.

2/ Planiol tome I n° 1609.

tion passé aux armées et la loi du 13 février 1909 qui complète les dispositions relatives à l'attribution du nom de l'Adoptant à l'Adopté lorsque celui-ci est enfant naturel, aucune modification n'avait été introduite dans le texte d'origine.

Pourtant la loi du 13 février 1909 est intéressante parce qu'elle révèle une intention du législateur, qui, si elle se mêle dans les motifs de la loi nouvelle sur l'Adoption a infiniment d'autres considérations, n'engarde pas moins sa valeur. Le Rapporteur à la Chambre des Députés M. Louis Martin disait : (V. Sirey. Lois annotées 1909. Pg. 841, note 2, 2^e colonne) « Si l'on continue à soumettre l'enfant naturel non reconnu à la règle générale de l'article 347 ce serait là rendre son adoption plus difficile, impossible parfois. Dans bien des cas en effet l'adoption est le seul moyen pour le père naturel de remplir ses devoirs à l'égard de son enfant. Or de nombreux motifs peuvent lui faire souhaiter aussi bien qu'à tout autre adoptant, que son nom ne soit pas accolé à un nom quelconque, quelquefois d'une réputation douteuse ».

La loi du 13 Février 1909 a autorisé, si l'adopté est enfant naturel non reconnu que le nom de l'adoptant puisse être conféré purement et simplement à l'adopté sans être ajouté à son propre nom. C'est une faveur particulière qui est refusée à celui qui adopte un enfant dont la filiation est légitime. Le législateur voyait déjà dans l'adoption un moyen pratique mis à la disposition de ceux qui désirent donner la condition d'enfant légitime à leurs descendants dont la naissance était irrégulière. La loi nouvelle facilite encore davantage cette procédure.

Le livre du Centenaire du Code civil où pourtant il

est procédé à une révision de ses valeurs, est resté muet sur l'adoption. « Elle n'a jamais inspiré cette littérature douloureuse et tragique littérature de protestation et de plainte » dont parle Albert Sorel (1) à propos de telle autre institution de la vie de famille. Elle n'a pas « empêché la réalisation des besoins des hommes ».

Le statut ancien de l'adoption s'il ne satisfaisait pas pleinement toutes les intentions charitables n'était jamais apparu avant la guerre comme une erreur au point de vue social, il n'avait même semblé à personne que sa modification dut être d'un effet salulaire qui méritât l'intervention législative.

Nous trouvons cependant avant la guerre une proposition de loi. Elle est de M. Joseph Python. L'auteur marque les difficultés dont les rédacteurs du Code ont entouré l'adoption, mais constate combien elle est rarement utilisée, et ne demande pas une réforme. Il demande seulement « de modifier l'art. 359 et de faire disparaître de la transcription des arrêts d'adoption les déféctuosités mises en lumière par la jurisprudence, de remédier à l'imperfection de la première réforme du 13 Février 1909 relative à la mention de l'adoption faite en marge de l'acte de naissance de l'adopté, et à la transcription de l'arrêt d'adoption ».

Ce ne sont là que des modifications de détail. Il n'y a pas un effort vers une amélioration profonde et riche en

(1) V. Introduction au Livre du Centenaire du Code civil Pg. XXXVII.

(2) Rapport Python. Séance 10 Fév. 1914. ann 3505 Pg 705. Documents Parl. Ch. Dsp.

résultats. L'auteur ne pose pas la question dans toute son ampleur. Il ne s'informe pas des lois étrangères qui pourraient éclairer sa route et lui faire voir combien son initiative est insuffisante. Ce n'est pas de ce projet que sort la loi nouvelle. On ne peut au contraire qu'y trouver une preuve de l'indifférence avec laquelle la réforme de l'adoption était alors considérée. Les années ont passé. C'est du désir de réparer certaines conséquences de la guerre qu'est né le courant d'idées générateur de la loi nouvelle, avec l'espoir de trouver en elle un moyen de soulager les détresses morales et les misères plus douloureuses encore lorsqu'elles frappent les enfants.

D'abord conçue comme une loi de circonstance dont l'application ne devait être que temporaire, elle a pris ensuite la forme d'un texte définitif destiné à prendre sa place dans le corps de notre législation civile.

II^me PARTIE

L'Adoption en Droit comparé

Avant d'aborder l'étude du texte même de la loi du 19 Juin 1923 et des diverses propositions de loi qui l'ont précédée, mais qui sont unies à elles par ceci au moins qu'elles sont sorties du même mouvement d'idées il nous paraît indispensable de passer en revue les législations étrangères sur la matière. Leur influence a été certaine.

A l'étranger disent les rapports sur le projet de loi l'adoption est d'une pratique plus répandue que chez nous. Parmi les idées, traduites dans les dispositions législatives favorables à l'adoption, quelles sont celles dont pouvait s'inspirer le législateur décidé à introduire l'esprit moderne dans cette partie de notre Code ?

Cet examen démontrera dans quelle mesure leur influence s'est fait sentir, révélera l'appoint qu'elles ont apporté au Droit français.

La majorité des lois de notre époque possèdent des règles sur l'adoption. Quelques-unes toutefois ne connaissent pas l'adoption proprement dite mais consacrent cependant certaines institutions d'héritier faite à charge pour ceux qui en bénéficient de porter le nom de testateur.

Telle est notamment la loi anglaise. (1) « En Angleterre (2) le Parlement peut accorder le bénéfice de l'adoption par un *act* analogue aux actes de légitimation. D'ailleurs son but peut être partiellement atteint même en dehors de toute intervention législative puisqu'il est permis d'y faire une donation ou un legs sous cette condition que le légataire ou donataire prendra les armes du donateur ou du testateur. » Les principaux pays qui ignorent l'adoption soit au sens où nous l'entendons soit complètement sont (d'après M. Secretan) (op. cit. pg. 26 et s.) l'Angleterre, les Pays Scandinaves, la Hollande, le Portugal, la République Argentine, le Chili, le Pérou, le Brésil (ceci n'est plus vrai pour ce dernier depuis le Code Civil de 1916), ni pour les Pays Scandinaves, qui ont organisé chez eux l'adoption. La Suède en 1917, la Norvège en 1918, (3) Connaissent au contraire l'adoption et lui consacrent les textes ci-après désignés, la France (C. Civ. art. 343 et s.) l'Italie (C. Civ. art 202 et s.), l'Espagne (C. Civ. art 1730), et, l'Allemagne (C. Civ. art 1741 et s.) l'Autriche (C. Civ. art 179. et s.) la Suisse (C. Civ. art. 264 ets.) la Russie (C. Civ. art 143 et s.) la Roumanie (C. Civ. art. 311 et s.) le Japon (C. Civ. art. 637 et s.) la Bulgarie (Loi de 1889). la Grèce, la Hongrie, les Etats-Unis d'Amérique.

(1) V. SECRETAN — L'Adoption Thèse Lausanne — 1914.

(2) V. WEIS — Traité de Droit international privé — 2^e édit. T 4 Pg. 107. s.

(3) V. Annuaire de Législature Etrangère publié par la Société de Législation comparée — années 1916-1917 P. 365 et 1918-1919 P. 290.

Ces lois ne semblent pas avoir été prises en considération par les auteurs du projet de loi qui ne s'y réfèrent en aucun moment des débats.

Les Pays musulmans connaissent aussi l'adoption (V. le Koran ch. XXXIII V. 5).

En Belgique et dans le Luxembourg ce sont les anciennes dispositions du Code civil français qui sont toujours appliquées.

L'Allemagne et la Suisse ont dans les rédactions nouvelles de leur Code Civil élaboré une organisation de l'adoption inspirée par des idées modernes. L'Espagne ne reconnaît plus aujourd'hui qu'un seul type d'adoption. Elle avait le plus longtemps conservé quelques-uns des caractères assignés par le droit romain à cette institution. On retrouvait la distinction entre l'abrogation réservée aux personnes sui juris de l'Adoption applicable aux enfants en puissance. Le Code Civil de 1889 a fait disparaître ces différences (1).

Nous donnons cette liste détaillée des législations étrangères parce que leur existence a été prise en considération par ceux qui ont rédigé les projets de loi que nous aurons à examiner et par le législateur lui-même à qui ces lois étrangères ont été signalées par les rapporteurs M.M. Perès au Sénat et Guibal à la Chambre des Députés avant le vote définitif. Nul doute qu'une telle énumération n'ait été de nature à lever quelques-unes des hésitations parmi celles que fait naître une réforme de l'adoption lorsque cette énumération s'accompagne de précisions qui facilitent l'organisation de cette réforme au point de vue pratique, lorsque l'on sait qu'elle a produit au dehors des résultats heureux et qu'elle favorisera

(1) WEISS. — Traité de Droit international privé T. 4 Pg. 112.

l'augmentation du nombre des adoptions sans danger pour l'ordre social.

L'examen des lois étrangères révèle avant tout leur caractère utilitaire : venir en aide à un enfant en bas âge bien plutôt que se livrer à une manifestation souvent platonique en témoignant à un individu majeur, déjà armé pour la lutte de la vie, des sentiments d'affection qui peuvent trouver facilement un autre mode d'expression. L'objection classique tirée de la nécessité du consentement au contrat d'adoption perd sa valeur au regard de l'intérêt que présente l'adoption des mineurs, l'ensemble des dispositions est d'un caractère plus libéral, la procédure plus rapide.

Nous examinerons en suivant l'ordre classique et successivement les dispositions différentes qui caractérisent les systèmes divers en marquant leurs divergences d'avec le Code civil français, avant sa transformation, comme plus tard nous signalerons les emprunts que la loi nouvelle a pu faire à l'Etranger.

§ 1 CONDITIONS DE FONDS

1^o Condition d'âge.

A) *Chez l'adoptant.* La plupart des législations étrangères étaient le plus généralement d'accord avec la nôtre. C'est l'âge de cinquante ans qui était exigé par les Codes allemand (art. 1744), autrichien (art. 180) italien (art. 202). Cependant le Code allemand décide (art. 1746) qu'il peut être accordé des dispenses des conditions exigées à l'article 1744 (« l'adoptant doit avoir 50 ans accompli et au moins 18 ans de plus que l'enfant adopté ») en spéci-

fiant toutefois que la dispense de l'accomplissement de la cinquantième année ne peut être accordée que si l'adoptant est majeur.

(Cette disposition a pour but de favoriser l'adoption des enfants naturels par leurs parents qui peuvent ainsi très facilement leur conférer la situation d'enfant légitime).

Le Code espagnol adoptait une solution moyenne (quarante-cinq ans, art. 173) tandis qu'en Suisse il était suffisant pour pouvoir adapter d'être âgé seulement de quarante ans (art 264).

En Russie il faut avoir trente ans, sauf pour celui qui veut adopter son enfant naturel : dans ce cas il suffit à l'adoptant d'avoir atteint l'âge de la majorité.

Certains pays se contentent de cette seule condition de majorité. Ce sont notamment le Japon (Code art. 837) et aux Etats Unis l'Etat de New-York.

B) CHEZ L'ADOPTÉ.

Tous les Pays admettent l'adoption des mineurs quel que soit leur âge sauf la France qui exige la majorité (art 345) et l'Italie qui veut que l'adopté soit âgé d'au moins dix-huit ans (art. 206).

Nous verrons que depuis la guerre cette règle a fléchi en Italie comme elle l'a fait en France mais en faveur des seuls orphelins de guerre. Le décret italien qui en décide est du 31 Juillet 1919, il est antérieur à la réforme française et il n'entend porter remède qu'aux seules situations particulières qui trouvent dans la guerre leur cause directe.

C) DIFFÉRENCE D'ÂGE ENTRE L'ADOPTANT ET L'ADOPTÉ

Elle se retrouve dans toutes les lois. Il est en effet conforme à la nature des choses d'exiger de l'adoptant un certain nombre d'années de plus que celui qui va devenir son enfant selon la loi d'adapter autant qu'il est possible la fiction de paternité à son modèle la filiation naturelle. La plupart des pays étaient plus exigeants que ne l'était la loi française. Aux quinze ans de différence d'âge de l'art 343 du C. Civ., sauf l'exception de l'adoption rémunératoire, s'oppose le plus généralement une différence de dix-huit ans en Allemagne (art. 1744) Autriche (art. 180) Italie (art. 202) Suisse (art. 264) Russie (art. 146). Il faut remarquer que le Code allemand (art. 1745) ne faisait aucune difficulté pour accorder une dispense de cette condition.

2° Présence d'Enfants ou de Descendants légitimes

Toutes les lois sont d'accord pour interdire l'adoption à celui qui a déjà un enfant légitime.- Italie (C. Civ. art. 202) Espagne (C. Civ. art. 174) Allemagne (C. Civ. art. 1741) où il convient cependant de signaler que la présence d'un enfant conçu n'est pas un obstacle qui ruine la validité de l'acte d'adoption. Suisse (art. 264). Autriche (art. 179). Dans ce dernier pays toute adoption nouvelle est interdite à celui qui a déjà un enfant adoptif (art 183). Cette disposition est d'ailleurs exceptionnelle. En France les adoptions successives ont toujours été possibles. En Allemagne pour éviter toute controverse, l'article 1743 les autorise formellement.

3° *Adoption des Enfants naturels.*

En France après de vives discussions la jurisprudence est définitivement fixée pour l'affirmative. (1). Les textes eux-mêmes étaient muets sur la question. L'Italie et l'Autriche la proscrivent formellement. Le Code civil italien dans l'art 205 « Les enfants nés hors mariage ne peuvent être adoptés par leur père et mère » et le Code civil autrichien s'exprime de même « les enfants illégitimes ne peuvent en aucun cas être adoptés par leurs parents. » Peut-être faut-il voir l'influence des mêmes idées religieuses dans ces dispositions communes contre les enfants dont la naissance est marquée par la faute de leurs parents.

En Allemagne la solution est tout autre.

A l'égard du père il n'y a aucune difficulté. L'enfant illégitime et son père ne sont pas réputés parents (art. 1589). Par une combinaison avec l'article 1741 qui autorise celui qui n'a pas d'enfants légitimes à adopter autrui il est facile de déduire la solution favorable à l'adoption de l'enfant naturel, solution conforme d'ailleurs à l'esprit général de ce code qui considère l'adoption comme un moyen de légitimation, ce qui d'ailleurs est une des raisons qui donnent à l'institution plus d'importance que chez nous.

A l'égard de la mère la question est plus délicate car l'enfant naturel a (art 1705) vis-à-vis de sa mère la condition d'enfant légitime, cependant la controverse qui ici nous entraînerait trop loin (V. Secretan *op. cit.* Pg. 67)

(1) V. Planiol t I. N° 1582.

résoud la difficulté en faveur de l'adoption par la mère naturelle.

Il en est de même en Suisse.

En Russie l'adoption des enfants naturels jouissait de faveurs spéciales. Certaines conditions de l'adoption généralement requises sont supprimées. Nous avons vu qu'il était seulement exigé de l'adoptant qu'il fût majeur. La présence d'enfants légitimes n'est pas un obstacle. Il faut seulement que l'adoptant obtienne de ses propres enfants leur autorisation s'ils sont majeurs ou celle de son conjoint si les enfants sont encore mineurs (1). Il y a là matière à une belle scène, lorsque le père confesse publiquement sa faute et demande à ses fils qu'ils ne l'empêchent pas de la réparer. C'est un drame de conscience qui appartient bien à l'âme de ce peuple telle que nous la révélait avant la guerre les grands écrivains de la Russie. Les préoccupations morales se retrouvent dans les dispositions de son droit positif.

4° Soins donnés et secours fournis.

Le Code civil français était le seul qui exigeait cette condition. Elle est incompatible en effet avec l'adoption du mineur qui peut avoir lieu dès les premiers jours qui suivent la naissance.

La plupart des législations sous-entendent qu'il faut que l'Adoption soit « avantageuse » pour l'adopté. La loi de Suède de 1916, la plus récente parmi les lois étrangères veut que l'adoption soit « jugée utile à l'enfant » La

(1) V. Lehr, *Elément de Droit civil russe.*

loi de Norvège de 1918 est conforme sur ce point comme sur l'ensemble des dépositions. Le Code italien (art 315 n° 3) et le Code espagnol (art. 178) le spécifient, le Code suisse (art. 367) se contente d'exiger qu'elle n'apporte aucun préjudice à l'adopté et qu'elle se justifie par de justes motifs. Ainsi ces législations ne prennent en considération que l'intérêt de l'adopté. C'est lui seul qui dans la réglementation du contrat est l'objet de leurs préoccupations. De quelle nature doivent être ces avantages ? C'est l'autorité judiciaire qui est chargée de les apprécier.

*5° Prohibition de l'adoption pour certaines
catégories de personnes*

Le Code civil français ne contient pas de prohibitions de cette sorte. La Jurisprudence admet la validité de l'adoption par un prêtre catholique (Cass. 27 nov. 1844 § 44. 1 - 801) Les pays où la religion est officiellement reconnue par l'Etat ne l'admettent pas. (Code civil espagnol art 174. Code civil autrichien art 179). Le Code russe la permet aux prêtres après qu'ils ont obtenu l'autorisation de leur évêque. Cependant les prêtres catholiques romains eux ne peuvent pas adopter, et dans le culte orthodoxe les Hauts dignitaires sont soumis à la même interdiction.

Certaines législations — C. civ. allemand art. 4752 — italien art 207 — Espagnol art 174) interdisent au tuteur l'adoption de son pupille tant qu'il est en fonction ou avant que les comptes de tutelle n'aient été approuvés.

6° Autorisation de Tierces Personnes

Toutes les législations exigent que le futur adoptant obtienne s'il est marié le consentement de son conjoint

à l'acte d'adoption. Seul le code autrichien (art. 775) fait exception.

Le Code italien présente une particularité remarquable, l'adoptant doit obtenir le consentement de ses parents (art. 208) et il est cependant âgé de plus de cinquante ans. Cette prescription dénote que l'organisation de la famille dans ce pays a conservé quelque chose de romain puisque l'autorité de celui qui demeure le chef de famille doit se manifester lorsqu'il s'agit d'admettre dans la communauté un membre nouveau.

L'adopté, lui, doit s'il est mineur justifier du consentement des parents quelles que soient les lois qui régissent la matière. S'il est majeur nous ne rencontrons pas la même unanimité. En France il fallait faire une distinction selon que le futur adopté avait plus ou moins de 25 ans — avant il devra obtenir le consentement de ses père et mère — après il devait seulement leur demander conseil. En Italie, il doit obtenir ce consentement quel que soit son âge (C. civ. art. 208.) En Autriche, le consentement du père légitime s'il vit (C. Civ. art. 181). En Roumanie le consentement des père et mère jusqu'à vingt-cinq ans (C. civ. art. 311).

7° Consentement au contrat.

Dans les pays où l'adoption des mineurs est possible la question se pose du consentement du mineur à l'acte. A partir d'un certain âge il ne sera plus suffisant que les représentants légaux y participent seuls; lorsque le mineur se rendra compte de l'importance de l'acte il devra y concourir, porté encore et jusqu'à sa majorité par l'assistance tutélaire. Le Code allemand (art. 1760) décide

qu'à partir de quatorze ans le contrat est passé par le mineur personnellement. Le Code suisse (art. 265) ne fixe pas d'âge, il décide d'une manière générale que l'enfant doit donner son consentement s'il est capable de discernement. La loi récente de Suède (1916) s'arrête à l'âge de 12 ans (art. 5).

En Italie où l'adoption ne peut avoir lieu qu'à partir de dix-huit ans, l'adopté doit toujours consentir lui-même.

§ 2. CONDITION DE FORME.

L'adoption ne peut se concevoir autrement que comme un acte solennel. Mais le Code français était le seul Code moderne qui exigeât ce cortège compliqué de formalités, notamment la double autorisation par Justice. Toutes les lois prévoient une autorisation officielle qui donne à l'adoption de l'importance aux yeux des parties en même temps qu'elle en assure le sérieux en le soumettant au pouvoir du juge.

En droit allemand l'adoption résulte d'un Contrat entre l'adoptant et l'adopté (art. 1751) qui doit être passé avec le concours des descendants déjà existants de l'adopté si les effets de l'adoption doivent s'étendre à eux (art 1662). Ce contrat est passé, en présence personnelle des parties devant notaire ou en justice.

Il est homologué judiciairement (art. 1741) et le Tribunal compétent doit obligatoirement accorder l'adoption si aucune des conditions légales ne fait défaut.

L'art. 1742 dit que l'adoption ne peut être ni conditionnelle ni à temps.

Les Contractants sont liés dès avant l'homologation

mais celle-ci seule fait produire ses effets à l'adoption qui entre aussitôt en vigueur (art. 1754).

L'article qui précède (art. 1753) prévoit le cas de mort. L'adoption ne peut être accordée après le décès de l'enfant (l'adopté). Après le décès de l'adoptant au contraire, l'adoption peut encore intervenir si le tribunal compétent avait été du vivant de l'adoptant saisi de la demande de conformation ou si les parties avaient passé en justice ou devant notaire l'acte d'adoption et en avaient confié la présentation au tribunal ou au notaire. L'homologation accordée après la mort de l'adoptant a les mêmes effets que si elle avait été accordée de son vivant. Pourtant malgré le principe que l'adoption ne produit d'effets qu'après l'homologation, le droit de succession de l'adopté peut en cas de décès de l'adoptant s'exercer bien que l'adoption soit promulguée après le décès.

En droit autrichien l'adoption résulte aussi d'un contrat qui doit être homologué (art. 181). Cette homologation étant ensuite enregistrée dans les actes du tribunal. Mais si l'homologation n'intervient qu'après la mort de l'adoptant, l'adoption n'est pas valable à moins cependant que ce soit le seul enregistrement qui fasse défaut à la mort de l'adoptant — (cette solution est normale l'enregistrement constituant seulement un moyen de preuve). L'adoption produit d'ailleurs ses effets dès que l'homologation est accordée.

En droit suisse l'adoption a lieu par acte authentique et par l'autorisation de l'autorité compétente du domicile de l'adoptant, (autorité qui est fixée par le droit cantonal).

Cette autorisation ne peut être donnée que si les con-

ditions de la loi sont remplies à savoir si l'adoptant a secouru l'adopté ou s'il y a justes motifs et qu'elle n'est pas préjudiciable à l'enfant.

L'adoption est inscrite au registre des naissances le registre de l'état civil fait preuve de l'adoption (C. civ. art. 9).

En droit Italien (C. civ. art. 213 et s.) les parties se présentent personnellement devant le président de la cour d'appel dans le ressort de laquelle se trouve le domicile de l'adoptant avec les personnes dont le consentement est requis. Le président fait dresser l'acte de consentement. Puis la cour prononce, le ministère public entendu et sans donner de motifs. L'adoption est inscrite au registre des naissances dans les deux mois. En cas de mort de l'adoptant l'adoption peut être autorisée comme en cas ordinaire (art. 217) sauf opposition valable des héritiers.

En droit Espagnol (C. civ. art. 178 et s.) l'autorité judiciaire approuve l'adoption si elle est avantageuse pour l'adopté. Celle-ci est ensuite inscrite sur un registre ad hoc.

En Roumanie, la loi du 24 mars 1906 réorganise l'adoption. La déclaration d'adoption est faite par les deux parties en présence des père et mère de l'adopté, s'ils existent, devant le tribunal des villes chefs-lieux si l'adoptant est domicilié dans une commune rurale ailleurs devant les Juges de Paix (1). Le tribunal ou le Juge de Paix vérifie en chambre du conseil si les conditions exigées

(1) V. Jugement du tribunal civil de Buzan (Roumanie) 4 fév. 1922 — dans « La loi » du 16 Juin 1923.

par la loi sont remplies et si l'adoptant jouit d'une bonne réputation. Puis le jugement est rendu sans motifs. Ce jugement est inscrit sur les registres de l'état civil du domicile de l'adoptant.

La faculté d'appel devant la cour autrefois autorisé par le code civil a été supprimé par la loi du 24 mars 1906.

L'exposé de ces différentes procédures en vigueur dans les divers pays européens — de mœurs et de civilisation souvent très semblables aux mœurs et à la civilisation françaises —, ou du moins la société civile — basée sur la famille — repose sur des principes sensiblement analogues aux nôtres — devait certainement amener le législateur à une simplification des règles de forme. Ce sont elles en effet qui semble-t-il peuvent avec le moins d'inconvénient être transportées d'une nation à une autre, en leur faisant subir les changements de détail que comporte l'organisation judiciaire propre à chacune d'entre elles. Les modifications dans les conditions de fonds, dans les effets nouveaux que produira désormais un acte juridique sont destinées à avoir des modifications profondes dans la vie des citoyens. Elles sont à vrai dire la raison même de la réforme. Elles constituent son but. Celui qui ne croirait pas à son influence se désintéresserait d'elle.

Une réforme de procédure n'est le plus souvent aperçue que des seuls spécialistes. Ici sa portée sera plus considérable puisque de la simplification qu'elle apporte le Législateur espère obtenir cette facilité plus grande de l'instance à fin d'adoption qui augmentera le nombre des demandes, assurera la diffusion des bienfaits que l'on attend d'elle. L'effort du législateur tendra à assurer le

contrôle du Pouvoir judiciaire, par des moyens simplifiés, des délais plus brefs, sans pour cela sacrifier les intérêts en présence.

§ 3. — EFFETS DE L'ADOPTION.

Les effets de l'adoption sont variables dans leurs modalités mais un principe commun domine les législations latines et germaniques contemporaines. L'adoption, à l'imitation de la nature crée des liens analogues aux liens du sang, mais ne les détruit pas. Elle se juxtapose à ceux qui existaient avant elle.

Ce principe respectueux de l'ordre naturel se résume en deux propositions principales (1).

1° L'adoption ne fait pas sortir l'enfant de sa famille naturelle.

2° L'adoption étant un contrat ne crée de relations juridiques qu'entre l'adoptant et l'adopté, il en résulte que les liens qui rattachent l'adopté à ses parents ne sont pas rompus, et que, d'une manière générale l'adoption n'établit de rapports juridiques qu'entre les parties au contrat.

Nous examinerons successivement quelles interprétations les Codes étrangers ont données à ces effets nécessaires.

1° *Parenté et Alliance. Prohibitions de mariage.*

Dans toutes les lois européennes l'adopté continue à faire partie de sa famille originaire. Le Code japonais

(1) V. PLANIOL, T 1. N° 1599.

fait exception, l'adopté y fait au contraire entièrement partie de sa famille nouvelle. Ce n'est pas le seul exemple que nous donnent les lois de ce peuple, dont l'armature familiale et sociale ne semble pas s'être encore laissé toucher par les préoccupations de sensibilité de notre civilisation occidentale et qui dans ses règles fait montre d'un esprit logique qui a quelque chose de romain, si l'on peut ainsi dire d'une nation restée si longtemps ignorante de notre histoire et de nos origines, mais qui trouve dans la jeunesse de son esprit national la même force qui à Rome subordonnait la famille à l'Etat, l'individu à la famille.

A) LIEN DE PARENTÉ ENTRE L'ADOPTANT ET LES ENFANTS
DE L'ADOPTÉ.

Le Code français ne contenait pas de disposition à cet égard. Le Code autrichien art. 183 et le Code italien art. 737 donnent de plein droit à tous les descendants de l'adopté la qualité de descendant de l'adoptant. Le Code allemand introduit une distinction (art. 1762) le lien de parenté s'établit ipso facto avec les enfants nés depuis l'adoption, pour ceux qui existaient avant, ils devaient avoir été parties à l'acte même d'adoption. Cette situation est logique. A partir du moment où l'on considère l'adoption comme un contrat, peuvent seuls être considérés comme liés ceux qui ont apporté leur adhésion.

B) L'ADOPTION ENGENDRE-T-ELLE UNE ALLIANCE AVEC
LE CONJOINT (de l'adoptant ou de l'adopté) ?

Le Code français édicte des interdictions de mariage qui viennent non d'une véritable alliance mais de consi-

dérations morales. Ces unions sont interdites en fait (1). Le Code italien (art. 212) apporte la même solution que nous.

Le Code allemand (art. 1763) dit expressément « le conjoint de l'adoptant ne devient pas l'allié de l'adopté ni le conjoint de l'adopté celui de l'adoptant. Il prohibe cependant le mariage entre l'adoptant et l'adopté et ses descendants tant que subsiste le lien d'adoption. Le mariage n'est pas nul cependant, il entraîne seulement la révocation de l'adoption (art. 1311 et 1771). Le code autrichien ne crée aucun empêchement à mariage.

2° Transmission du nom de l'Adoptant à l'Adopté.

Dans la plupart des lois (Autriche-Italie) l'adopté ajoute comme en France le nom de l'adopté au sien. En Espagne (C. Civ. art 1758) l'adopté acquiert de plein droit le nom de l'adoptant, il peut toutefois y ajouter celui de sa famille d'origine s'il n'en a pas été disposé autrement dans le Contrat. En Espagne (C. Civ. art 175) l'adopté peut prendre comme nom de famille celui de l'adoptant si l'acte d'adoption lui accorde ce droit. L'addition du nom qui est chez nous le signe extérieur du lien que l'adoption a établi ne s'impose donc pas dans ces deux pays de la même manière. Si l'acte d'adoption est muet sur ce point l'adopté change de nom en Allemagne tandis qu'il le conserve en Espagne.

(1) V. AUBRY et RAU, t 9 § 560, notes 9 et 8.

3° Puissance Paternelle

Notre Code est muet sur cette question qui ne prend d'ailleurs toute son importance que dans les pays qui admettent l'adoption des mineurs.

Le Code civil allemand (art 1765) transmet à l'adoptant les droits de puissance paternelle sur l'adopté avec d'ailleurs aussi tous les devoirs qu'elle comporte. Les droits d'usufruit sur les biens de l'adopté y sont même compris. Le Code autrichien présente (art 183) des dispositions analogues. Le Code italien plus prévoyant que le nôtre et sans toutefois prescrire un déplacement des droits de la puissance paternelle donne à l'adoptant un droit sur le mariage de l'adopté qui doit lui demander son autorisation en même temps qu'à ses parents naturels.

Aux Etats-Unis cette question est primordiale. La loi du 25 février 1913 de l'Etat de New-York facilite l'adoption des enfants mineurs pour assurer à l'adoptant la totalité des droits que les parents pouvaient avoir sur les enfants. (1)

4° Obligation alimentaire.

Le Code civil (art 349) l'établissait entre l'adoptant et l'adopté de la même manière qu'entre père et fils et réciproquement entre eux, mais sans qu'elle s'étendit à d'autres qu'à eux.

Le Code allemand (art 1763 à 1766) dispose que l'adoptant est tenu de l'obligation alimentaire à l'égard de l'adopté et de ses enfants auxquels s'étendent les effets de

1. V. Annuaire de Législature comparée 1915-16, p. 426.

l'adoption, *avant* les parents par le sang de l'adopté. Cette obligation est réciproque. Elle ne s'étend pas aux parents de l'adoptant. Elle persiste cependant entre les parents de l'adopté et lui-même. Il en est de même en Suède ainsi que le décide une loi spéciale sur la question du 11 juin 1920. (1)

En Italie (C. civ. art. 211) l'obligation alimentaire prime chez l'adoptant les parents naturels et par réciprocité l'adopté doit concourir avec les enfants de l'adoptant.

En Espagne (C. civ. art. 176) l'adoptant et l'adopté se doivent réciproquement des aliments, et les parents de l'adopté ne les lui doivent qu'à défaut de l'adoptant. Cependant si après l'adoption l'adoptant, se marie et qu'il ait des enfants légitimes il leur doit à eux d'abord des aliments.

Dans les lois américaines (loi de New-York 9 mai 1916) les parents naturels sont relevés de tous devoirs de parenté vis à vis de leur enfant qui a fait l'objet d'une adoption et réciproquement. L'adoption ayant pour effet de rompre tous liens entre l'adopté et ses parents naturels (2).

On voit combien les lois étrangères étaient différentes du Code français qui n'imposait à l'adoptant l'obligation alimentaire que conjointement avec les parents du sang.

5° Attribution d'un droit de succession.

Ce qui caractérise le Code civil à cet égard c'est que l'adopté acquiert sur la succession de l'adoptant tous les

1. Ibid. année 1921, p. 193.

2. Annuaire de Législature comparée 1916-17, p. 435.

droits d'un enfant légitime y compris la qualité de réservataire, tandis que la réciproque n'étant pas vraie l'adoptant n'acquiert aucun droit sur la succession de l'adopté ; il peut seulement en vertu d'un droit de retour reprendre ce qu'il lui avait donné quand l'adopté vient à mourir avant lui (1). Le droit de succession de l'adopté se transmet d'ailleurs à ses propres descendants.

A. *Droits de l'adopté.* En Italie (C. civ. art. 787 ou 737) il y a assimilation complète de l'adopté avec l'enfant légitime jusque dans ses descendants. Il jouit du droit de réserve.

En Allemagne (C. civ. art. 1757) même assimilation. Mais pour que les enfants de l'adopté nés avant l'adoption en profitent il faut (art. 1762) qu'ils aient participé à l'acte. C'est la distinction à laquelle se refuse la jurisprudence française (Cass. 10 nov. 1869. D 70, 1, 209. S 70, 1, 18) et conforme au système allemand qui donne toute sa valeur à l'adoption contrat. L'accord des volontés n'a d'effets que dans les limites où ces volontés se sont rencontrées. Comme conséquence l'article 1767 permet d'exclure conventionnellement les droits de succession de l'adopté. Enfin l'article 1763 stipule que l'adopté ne peut recueillir directement les biens des parents de l'adoptant.

En Autriche nous retrouvons l'assimilation de l'adopté à l'enfant légitime, sauf (C. civ. art. 755) l'impossibilité où il se trouve de recueillir les biens non libres, sortes de fiefs fidéicommiss de famille, comme en droit allemand

1. V. Planiol t. I. n° 1600.

la possibilité d'une suppression conventionnelle du droit de succession (art. 184).

En Suisse mêmes dispositions qui assurent l'assimilation à l'enfant légitime et possibilité par application de l'art. 268 du C. civ. d'exclure par une convention antérieure à l'adoption le futur adopté de la succession de celui qui va prendre la qualité d'adoptant. Cette possibilité peut s'accorder avec l'interdiction des pactes sur successions futures. Il n'y a pas là en effet de renonciation puisque l'acte est passé avant l'adoption alors que le futur adopté n'est pas encore héritier.

L'Espagne se montre plus rigoureuse. L'adopté n'obtient (C. civ. art 177) de droit de succession que si cela lui est spécialement accordé par convention écrite dans l'acte d'adoption. Ce droit est d'ailleurs essentiellement personnel. Il ne passe pas aux enfants de l'adopté si celui-ci meurt avant l'adoptant.

B — *Droits de l'Adoptant à l'égard de l'Adopté.* Le droit de retour légal des articles 351 et 352 de notre Code civil se retrouve dans le Code roumain (art. 316 et 317). Ce droit existe dans d'autres législations sans qu'il ait un caractère obligatoire. Sa création étant laissée à la volonté des parties. Dans d'autres pays où est plus strictement appliquée encore l'idée que l'adoption ne doit en aucune manière être d'un bénéfice quelconque pour l'adoptant, celui-ci est écarté de tout ce qui peut se trouver dans le patrimoine de l'adopté lorsque celui-ci meurt le premier.

En Italie, (C. civ. art, 210) et en Espagne (C. civ. art. 77) l'adoptant ne jouit pas d'un droit de succession. Il

n'est pas prévu à son profit non plus, un droit de retour légal sur les biens par lui donnés à l'adopté, mais il est permis de stipuler ce droit dans l'acte d'adoption et dans ce cas l'adoptant exerce ses droits sur les biens qui viennent de lui comme il le fait en France.

En Allemagne (C. civ. art 1759) l'adoption ne crée pas de droit de succession en faveur de l'adoptant, et il n'est pas possible de déroger conventionnellement à cette règle. Il n'y a pas de possibilité de tourner le principe que l'Adoption est faite dans l'intérêt de l'adopté. Celui-ci peut cependant faire un testament dans les conditions ordinaires, testament dont l'adoptant peut être bénéficiaire.

Le Code suisse (art. 462-2°) consacre une disposition analogue.

Le Code brésilien, code récent puisqu'il date du 1^{er} janvier 1916, présente un système assez intéressant. A la mort de l'adopté, l'adoptant lui survivant, celui qui vient en première ligne est naturellement le descendant de l'adopté : en seconde ligne viennent les père et mère de l'adopté et enfin l'adoptant non pas pour le retour légal mais pour un droit de succession ordinaire. Il prime les ascendants du second degré et les collatéraux (1).

6° — *Influence de l'adoption sur la nationalité de l'adopté*

Aucune législation européenne n'attribue à l'adoption une influence quant au changement de la nationalité de de l'adopté (2).

(1) V. Bulletin de la société d'études législatives 1920 pg 123. M. Edouard Lévy, rapporteur.

(2) V. Clunet journal de droit international 182. pg 292 et s.

Il convient de signaler une exception, dans un pays de civilisation bien différente, le Japon. L'adoption donne à l'adopté étranger la nationalité de l'adoptant japonais. Et ce qui est plus remarquable il n'existe dans ce pays qu'un seul texte de loi prévoyant le cas où un étranger peut devenir sujet Japonais, c'est celui concernant l'adoption par un Japonais. Dans la situation actuelle des lois on ne trouve pas d'autre cas où un étranger acquiert la qualité de Japonais (1). Nous avons vu que l'adopté entré dans la famille de l'adoptant en ne conservant plus d'attaches avec sa famille naturelle. La solution donnée en droit Japonais au problème de la nationalité est conforme à l'idée qui veut que l'adoption marque une rupture avec le passé.

§ 4 RÉVOCATION DE L'ADOPTION

Elle n'était pas autorisée en France. Nous verrons les raisons qui l'écartaient de notre législation civile et aussi celles qui ont milité pour son introduction, inéluctable et inséparable du nouveau statut de l'adoption, lorsque nous étudierons le nouveau texte de loi. Indiquons simplement ici les dispositions des lois qui l'avaient jugée indispensable.

Le droit romain l'avait connue. Elle avait lieu par simple déclaration de l'adoptant, procédé qui concordait bien avec l'organisation romaine de la famille et le principe de la *Patria Potestas*.

(1) CLUNET, 1896, p. 232.

I. — DIVERS MODES DE RÉVOCATION.

On peut concevoir que la révocation soit ou contractuelle ou légale ou judiciaire. Les parties brisant elles-mêmes les liens du contrat dans lequel elles se sont engagées, la loi en prononçant la révocation de plein droit pour certaines causes déterminées, les tribunaux le faisant sur la demande unilatérale de l'une des parties malgré la résistance de l'autre.

1^o *Révocation contractuelle.*

Elle est prévue par les Codes allemand, suisse et autrichien.

Le premier l'organise dans les articles 1768 à 1770.

Les parties passent l'acte de révocation avec les mêmes règles qui ont présidé à la formation du contrat d'adoption. Cet acte de révocation doit être homologué judiciairement. Ses effets atteignent tous ceux qui étaient liés par l'adoption. La volonté actuelle des parties est toute puissante mais la révocation ne saurait résulter d'une condition ou d'un terme stipulé dans l'acte d'adoption (art 1742) et de même le contrat de rupture ne peut être ni conditionnel ni à terme (art. 1768).

Deux cas de révocation sont prévus spécialement dans l'article 1769. Après la mort de l'adoptant les personnes entre lesquelles subsistent les liens créés par l'adoption peuvent le rompre. Quand deux époux avaient adopté conjointement ou que l'un d'eux avait adopté l'enfant de l'autre, si l'un des époux meurt, l'adoption peut être révoquée par les survivants qui sont encore liés par elle.

Le Code suisse (art. 269) prévoit que la révocation est possible en tout temps, d'un commun accord dans les formes de la formation du contrat, condition qui empêche que la révocation intervienne après la mort de l'un des deux soit l'adoptant soit l'adopté.

En Autriche (Code civil art. 185) la révocation peut intervenir en tout temps mais la rupture doit être homologuée par l'autorité qui est intervenue à la formation du contrat.

2° Révocation légale.

Le Code allemand (art. 1771) prévoit que l'adoption est résolue de plein droit si malgré la prohibition de son article 311 des personnes liées par le contrat d'adoption contractent mariage entre elles.

3° Révocation judiciaire.

Le Code suisse (art. 209) permet aux tribunaux de prononcer la révocation à la demande de l'adopté s'il y a de justes motifs, à la demande de l'adoptant s'il peut prouver qu'il est en droit de déshériter l'adopté.

Le Code espagnol (art. 180) réserve au mineur adopté devenu majeur — et dans les quatre ans de sa majorité ou à l'époque où aura disparu son incapacité s'il était incapable — le droit de demander la révocation de l'adoption conclue durant sa majorité ou au cours de la période d'incapacité.

II. EFFETS DE LA RÉVOCATION

En droit allemand la révocation n'a pas d'effets rétroactifs. Le lien est rompu dans l'avenir. L'adopté (art

1772) reprend son nom d'origine, ses enfants aussi mais non pas (art 1772-§2) si ayant été adopté par deux époux l'un d'eux est mort avant la révocation. Le nom est dans ce cas définitivement acquis.

Il est une chose remarquable. L'adoption, en Allemagne, ne dépendant que de la volonté des parties, sous la réserve de l'observation des conditions légales, elles peuvent créer et révoquer plusieurs fois de suite le rapport de parenté fictive. Le Tribunal ne peut en refuser l'homologation. L'article 1765 règle la question de puissance paternelle. Si le père ou la mère est tenu de pourvoir à l'entretien de l'enfant, le droit et le devoir de prendre soin de la personne de l'enfant reprennent leur empire lorsque la puissance paternelle de l'adoptant prend fin ou qu'elle est suspendue à raison de l'incapacité de l'adoptant ou en vertu de l'article 1677. Le droit de représentation de l'enfant ne revit pas — (l'art 1677 est ainsi conçu : la puissance paternelle du père est suspendue lorsqu'il est établi par le tribunal des tutelles que le père est pour assez longtemps empêché de fait d'exercer la puissance paternelle) — et on lit en note sous l'art 1765. En aucun cas même après la rupture du lien d'adoption les parents du sang ne sont réinvestis de la puissance paternelle proprement dite. Ils ne recouvrent que le droit de prendre soin de la personne mais ce droit le tuteur ne l'exerce pas avec eux.

Ces dispositions très particulières au Code allemand correspondent à l'organisation si spéciale des tutelles qu'il contient.

En Suisse la révocation est au contraire définitive (art 269) et on ne peut comme en Allemagne en re-

nouer les liens. Les prohibitions de mariage tombent également.

En Autriche l'adopté reprend sa condition première. Il retombe sous la puissance paternelle de son père du sang.

En aucun de ces deux pays d'ailleurs la révocation n'a d'effets rétroactifs.

Telles sont les caractéristiques dominantes des législations étrangères. Nous nous sommes surtout attaché à mettre en valeur celles qui paraissent avoir eu le plus d'influence sur la rédaction du texte de loi adopté par le parlement. Parmi elles le Code allemand est particulièrement remarquable en ce qu'il pousse jusqu'aux limites de la logique la plus rigoureuse les conséquences de la notion adoption-contrat. Les autres ne présentent pas la même unité de lignes. Mais convient-il de plier arbitrairement la physionomie changeante et diverse d'une chose humaine à la réalisation d'un concept juridique ?

Nous verrons en quelle mesure et sur quels points particuliers la loi du 19 Juin 1923 a fait sienne chacune de ces différentes dispositions.

III^{me} PARTIE

La Réforme de l'Adoption

CHAPITRE 1^{er}

Nécessité de la Réforme

§ 1. *Considérations d'ordre général.*

Nous savons combien les adoptions étaient rares avant la guerre. Les chiffres que révélaient les statistiques sont par eux-mêmes suffisamment justificatifs. Deux explications pouvaient en être données, l'une qui argumente de l'absence d'un véritable désir de mettre en pratique l'institution, l'autre qui prétend que c'est au contraire l'institution elle-même étouffée par la rigidité des textes qui empêchait la satisfaction de ce désir, la réalisation du besoin d'adopter. Mais ces deux théories devaient amener à une même solution, une réforme libérale, lorsque serait faite la démonstration préalable de l'utilité d'une prochaine et large extension de l'adoption, salutaire à la société qui la réclame. Cette démonstration la guerre l'a donnée cruellement mais indiscutablement. Dans bien des maisons ceux qui sont partis se battre ne sont pas revenus.

Ici les fils ont été tués, à côté il y a des enfants dont le père et la mère ont disparu. Les parents âgés verront leur foyer s'éteindre avec eux mais ils peuvent en combler le vide et se dévouer à ceux qui ont été l'espoir des compagnons d'armes de leur fils. Pour cela ils désirent adopter des orphelins de la guerre. Ils se heurtent aux impossibilités légales. C'est tout de suite qu'ils veulent s'attacher l'enfant, pour toujours sans avoir à courir les risques de se le voir enlever par quelque parent qui viendra contester leur droit. Un texte qui autorise l'adoption des mineurs apparaît dans toute sa nécessité. Ainsi sera marqué le caractère de la réforme. Le législateur ne doit point perdre de vue que les lois sont faites pour les hommes et non les hommes pour les lois, qu'elles doivent être adaptées au caractère, aux habitudes, à la situation du peuple pour lequel elles sont faites (1). Nous pourrions ajouter aux nécessités nationales et sociales car elles n'ont pas été indifférentes au Parlement français, comme elles se sont imposées à certains de nos alliés, éprouvés comme nous par la guerre (2).

§ 2 *Les Propositions de Loi.*

Dès 1916 une proposition de loi est déposée sur le bureau de la Chambre des députés (3), présentée par MM. Lebevre du Piey, J. B. Abel, Leredu, Groussau, Albert Tailandier, Louis Marin et Raoul Péret. Elle tend à modi-

(1) Portalis. Discours préliminaire pg. 4 et 5.

(2) Notamment l'Italie qui a reconnu elle aussi l'adoption des orphelins de guerre. V. infra Pg. 72.

(3) Le 25 juillet 1916 Doc. Parl. Cl. Dep. ann, 2359 pg 1300.

fier les art 345, 346 et 353 du C. civ. à abroger les art 357 358.

Dans l'exposé des motifs les auteurs de la proposition se préoccupent du sort des orphelins de guerre pour lesquels le projet de loi sur les Pupilles de la Nation ne serait pas suffisant. Les auteurs du projet pensent que l'adoption pourrait résoudre quelques-unes des difficultés qui se posent pourvu que l'on atténue la rigueur de ses principes surtout envers les orphelins de père et mère. Les inconvénients d'adoptions intéressées (à l'égard des mineurs) disparaissent si l'on subordonne sa réalisation au consentement du conseil de famille homologué par le tribunal, et si l'on réserve en outre un droit d'appel au Ministère public. La liberté des mineurs est sauvegardée en lui accordant la faculté de renoncer au bénéfice de l'adoption dans l'année qui suivra sa majorité.

Les deux plus grosses objections traditionnelles sont ainsi posées et résolues. Nous les retrouvons dans l'examen du texte définitif de 1923, qui met la question au point et en pousse davantage la critique.

Le paragraphe nouveau qui doit compléter l'article 345, prévoit que la faculté d'adoption pourra être exercée vis-à-vis de mineurs orphelins de père et de mère et il abaisse dans ce cas à quarante ans le minimum de l'âge de l'adoptant (car à cinquante ans on hésite à se charger des enfants des autres, on redoute les perturbations que l'entrée de cet enfant au foyer va amener dans l'existence).

Les articles 357 et 358 sont abrogés et ainsi est supprimée l'obligation de la confirmation des jugements par la cour d'appel. Cette procédure qui allourdissait la réalisation de l'adoption sera l'objet de toutes les critiques.

Les auteurs de la proposition de loi n'en font pas une œuvre de circonstance. Leur attention est attirée par les orphelins de la guerre. Mais ils introduisent une réforme définitive quant à la procédure — qui dépasse les seules victimes de la guerre puisque l'adoption des mineurs est réalisable pour tous les enfants à la condition qu'ils soient orphelins de père et de mère — c'est-à-dire sans attache ni soutien direct et particulièrement dignes d'intérêt. « Cette réforme doit en principe être adoptée et pourrait même être généralisée car beaucoup de conditions exigées pour l'adoption ne s'expliquent que par un souvenir de l'époque où elle était réglée sur le modèle de la paternité et avait pour effet de faire sortir l'adopté de sa famille naturelle » (1).

Peu de temps après le 12 septembre de la même année 1916, une proposition de loi différente était déposée par M.M. Durafour, Marron, Goust, Cels, et Celccaldi (2), proposition curieuse, et qui ne vise que les seuls orphelins de guerre. Elle tendait à modifier les art. 345-346-350 et 359 C. civil.

L'exposé des motifs révèle la même préoccupation. Les fils des héros se trouveront dans bien des cas fort jeunes à jamais privés de foyer et d'appui tutélaire, la sollicitude publique est insuffisante il faut leur donner un nouveau père et une nouvelle mère.

Les auteurs de la proposition entendent limiter la portée de la réforme, aussi pensent-ils qu'il doit suffire de ne mettre en œuvre que des moyens limités. « Il nous est

(1) V. Albert WAHL — Revue trimestrielle de droit civil 1916. pg. 594.

(2) Docum. Parl. Ch. Dep. 1916 — ann. 2472 — pg. 1424.

apparu excessif, disaient-ils, pour répondre à une situation particulière, si émouvante qu'elle fut de bouleverser de fond en comble une institution, vieille de plus d'un siècle et dans les rigueurs de laquelle il y a une part de prévoyance et de sagesse ». Ils se contenteront d'introduire en faveur des orphelins de guerre une dérogation aux règles restrictives sans modifier les principes généraux en proposant « une solution moyenne, éclectique, qui débarrasse de toute entrave légale l'adoption des enfants des soldats morts pour la patrie sans encourager dans la société française l'abus des paternités artificielles dont la généralisation risquerait de compromettre une part des grands intérêts du pays. Ce but sera atteint par un appel hardi et assez subtil à l'adoption rémunératoire dont on connaît la facilité de réalisation. « L'adoption des orphelins de guerre si elle ne va pas à celui-là même qui a sauvé la vie à l'adoptant s'adresse, ce qui apparaît plus noble encore, au fils de celui-là. Le père apparaît comme une personne interposée vis-à-vis de son fils qui recueille ainsi le fruit de sa vaillance et l'adoptant s'identifie avec la patrie pour laquelle est mort celui dont il reçoit le fils pour en faire le sien ». C'est là une idée neuve, juste en soi qui s'annonçait comme devant servir de thème facile à des discours émouvants : l'ensemble du projet manque souvent de précision et fait penser à une manifestation oratoire bien plutôt qu'à un texte de loi, précis, et clair.

Il suffit donc d'étendre la formule de l'art. 345. « La faculté d'adoption ne pourra être exercée qu'envers celui qui aurait sauvé la vie à l'adoptant soit dans un combat soit en le retirant des flammes ou des flots, ou envers les

filis ou petits-fils des soldats morts sous les drapeaux pendant la présente guerre ou qui auront succombé après la clôture des hostilités des suites de blessures ou de maladies résultant des faits de cette guerre. Il suffira dans ces deux cas que l'adoptant soit majeur plus âgé que l'adopté et s'il est marié que son conjoint consente à l'adoption. » Pour donner à la réforme tout son intérêt il n'est pas nécessaire que l'adopté soit majeur.

Le consentement du mineur sera réalisé « en la forme expliquée au chapitre de la puissance paternelle, de la tutelle et de l'émancipation ».

Certaines conditions de l'adoption rémunératoire jugées trop sévères seront abrogées.

La présence de descendants légitimes ne sera pas un obstacle à cette adoption particulière. En conséquence les droits de succession de l'art. 350 « ne seront pas conférés lorsque dans l'hypothèse prévue au deuxième alinéa de l'art. 345 l'adoptant aura plusieurs enfants ou descendants légitimes au moment de l'adoption ».

Cette dernière disposition laisse clairement entendre que malgré que les droits de l'adopté puissent se trouver notablement réduits, le législateur estime qu'il y a tout de même pour lui un avantage indéniable à être recueilli par une famille et à y être élevé plutôt que d'être confié à l'Assistance publique. Pour qu'une telle adoption ait sa raison d'être, il faut l'étendre aux mineurs.

Tous les projets sont d'ailleurs absolument conformes sur ce point. Tel est encore celui déposé au Sénat par M. Simonet (1). L'exposé de motifs a un caractère général

(1) 31 mai 1918. Documents parl. Sénat. ann. 229 Page 375.

La guerre dure déjà depuis longtemps, ses conséquences en apparaissent plus clairement. La proposition pose le problème de la natalité. « Cette crise nous fait envisager un affaiblissement de la race ». Il faut multiplier les familles et par l'adoption féconder les foyers que la guerre ou la nature ont rendus déserts.

Comment l'adoption peut-elle remédier à la crise de la natalité, puisqu'elle ne fait naître aucun enfant de plus? M. Simonet ne répond pas à cette objection mais il est aisé de supposer qu'il y voit un moyen sinon de multiplier le nombre des futurs citoyens du moins d'améliorer leur qualité, puisqu'ils auront été l'objet de plus de soins. Ainsi dit-il les Français prouveront leur reconnaissance aux soldats en protégeant leurs enfants mais ils en recevront un réconfort en pensant que leur fortune, leurs expériences ne s'arrêteront pas avec eux. Finalement le pays en recueillera le bénéfice.

Indiquons comment l'auteur de la proposition pense réaliser sa réforme et en régler les modalités et les conséquences. Plusieurs de ses solutions doivent se retrouver dans le texte qui sera plus tard proposé et voté.

Il fixe à 50 ans pour les hommes et 45 ans pour les femmes, l'âge minimum nécessaire de pouvoir adopter, conserver l'obligation de n'avoir pas d'enfant légitime, mais désireux de réaliser davantage l'imitation de la nature fixe à 20 ans la différence d'âge entre l'adoptant et l'adopté.

La procédure est considérablement simplifiée.

Une requête est présentée par l'adoptant ou les parents de l'adopté au tribunal qui recherchera si c'est là l'intérêt de l'enfant. L'approbation obligatoire par la cour est supprimée comme inutile, mais devant le tribunal

le ministère public pourra présenter des observations, un droit d'appel lui est réservé, ainsi du reste qu'à tous les intéressés. Outre la transcription sur les registres de l'Etat civil du domicile de l'adoptant, il est prévu qu'une mention doit être faite en marge de l'acte de naissance de l'adopté.

L'adopté jouit d'une faculté de répudiation, par simple déclaration au Juge de Paix avec notification de l'adoptant dans la quinzaine, qu'il exercera dans l'année de sa majorité. Mais dans ce cas les libéralités autres que les menus dons et les frais d'éducation seront restitués à l'adoptant.

Malgré le nombre de ces projets, l'intérêt de voir la réforme aboutir rapidement, la législature se termina sans qu'un vote intervint. La question fut reprise en 1920. Le 31 juillet MM. Léon Bérard et Ignace déposaient une proposition de loi (1) qui avait pour but de faciliter l'adoption des orphelins de guerre. Elle s'appliquait aux mineurs et abaissait à 40 ans le minimum d'âge nécessaire pour adopter lorsqu'il s'agirait d'un de ces orphelins.

Ce projet à objet limité semblerait singulièrement étroit, venant après d'autres qui avaient posé la question dans toute son ampleur, s'il n'avait eu un but tout autre: apporter simplement un allègement aux conditions déjà libérales que la loi sur les pupilles de la nation avait sans fracas réalisé.

Et c'est ici qu'il importe de signaler la première dérogation au texte ancien de l'adoption. Non pas que nous

(1) Jour. Off. Doc. parl. Chambre page 2175.

pensions que l'article 1 de la loi « la France adopte les orphelins dont le père, la mère ou le soutien de famille a péri au cours de la guerre de 1914 victime militaire ou civile de l'ennemi », trouve sa place ici parce qu'il invoque l'idée d'adoption. La loi du 27 juillet 1917, modifiée le 26 octobre 1922, s'inscrit à la suite des lois par lesquelles la nation a témoigné de sa reconnaissance à l'égard des enfants de ceux qui sont morts pour la sauver. Au point de vue juridique on ne peut s'y méprendre. Le mot adopté a été inscrit dans le texte sur l'intervention de M. Monis au Sénat qui faisait valoir qu'il y avait intérêt à se rattacher à la tradition législative qui, dans des circonstances semblables proclamait que la France « adopte » les orphelins de ceux qui sont morts pour elle. M. Viviani alors garde des sceaux a accepté ce texte en spécifiant bien « qu'il ne s'agit pas d'une adoption véritable telle que l'entend le Code civil, adoption produisant ses effets au point de vue successoral et alimentaire et qui eut ainsi autorisé la main mise de l'Etat sur le pupille et lui aurait permis de placer l'enfant dans un établissement public contre la volonté de ses représentants naturels (1),

L'article 27 mérite d'être signalé. Il est ainsi conçu : « Lorsque l'enfant a été confié pendant trois ans à un particulier, à titre gratuit, ce dernier, même s'il est âgé de moins de cinquante ans et l'enfant âgé de plus de quinze ans, peut en obtenant le consentement du conseil de famille devenir tuteur officieux de l'enfant ».

Des conditions plus favorables que celles du Droit commun sont donc prévues au bénéfice des orphelins de

(1) Sénat. Séance 17 mars 1916. Jour. Off. Deb. parl. page 171.

guerre. Les textes qui réglementaient la tutelle officielle la réservaient à tout individu âgé de plus de cinquante ans (art. 361) — et au seul profit des enfants âgés de moins de quinze ans (art. 364). Grâce aux dispositions nouvelles celui qui aura montré un attachement désintéressé pendant trois ans — temps d'épreuve — peut s'attacher l'enfant par les liens de la tutelle officielle qui préparera l'adoption définitive. Ainsi pourront satisfaire leurs instincts charitables en s'assurant la sécurité de l'avenir et la permanence de l'œuvre entreprise, ceux qui auront recueilli des enfants frappés par la guerre. Cette innovation devait-elle donner enfin la vie à cette institution de la tutelle officielle restée pendant si longtemps et presque entièrement dans le domaine des pures théories juridiques ? — Peut-être — Mais la loi du 19 Juin 1923 en réformant complètement l'institution toute entière de l'adoption ouvre des possibilités nouvelles qui font de cet article 27 une disposition de transition. Le législateur a été sage de ne pas compromettre la netteté des lignes d'une œuvre aussi considérable que cette organisation du statut des pupilles de la nation en essayant de réaliser par elle la réforme d'une institution de droit privée utile et pourtant moins essentielle. Il a exprimé ainsi sa volonté que cette réforme ne soit pas limitée à des problèmes passagers et qu'elle vienne prendre sa place dans l'ensemble de nos lois civiles.

CHAPITRE II

La loi du 19 Juin 1923

§ 1. *Les travaux préparatoires. — Vote de la loi*

L'élaboration de la loi du 19 juin 1923 n'a pas donné lieu à de longs débats au Parlement.

Deux rapports ont été déposés l'un au Sénat par M. Pérès (1) l'autre à la Chambre par M. Guibal (2) au nom de la commission de législation civile et criminelle de chacune des deux assemblées. Le texte proposé a été adopté sans modification et voté sans discussion au Luxembourg comme au Palais Bourbon (3). Dans ces rapports — à défaut de débats parlementaires — nous retrouverons exposées complètement les raisons de cette réforme — déjà indiquées dans les propositions faites au cours de la guerre. Mais la loi n'aura aucun caractère de particularisme. Elle s'applique à tous les cas sans distinction, les

(1) Docum. Parl. Sénat 1922. Session ext. ann. 620. qg 29,

(2) Id, Cham. Dép. 1923. Session ord. ann, 5989. p. 838.

(3) Sénat 1^o délibération 11 Janv. 1923 J. Off. du 12 déc. p. 28.
2^o — délibération et adoption 20 mars 1923. J. Off. du 21 déc.
P. 617.

Chambre adoption sans discussion 1^{er} juin 1923. J. Off. du 8,
déb. Parl. p. 2375.

orphelins de guerre n'ont pas une situation particulière — ils sont cependant plus que tous autres appelés à bénéficier du caractère de généralité de ce texte.

La lente progression du nombre des adoptions avant la guerre en France, en même temps que leur fréquence plus grande à l'étranger dans les pays où la législation est plus favorable et où elle est appliquée au bénéfice surtout des enfants mineurs montre que le nôtre « n'est plus en harmonie avec le sentiment public » — d'autre part « les événements des années récentes doivent notamment à ce point de vue spécial retenir l'attention du législateur. Les conséquences de la guerre ont rendu plus impérieux le besoin d'adapter aux aspirations de notre époque les textes qui organisent le régime de l'adoption. Combien peuvent le désirer des parents qui ont perdu sur le champ de bataille leur fils unique ou même hélas ! tous leurs enfants et qui voudraient consoler ou tout au moins atténuer leur douleur en élevant à leur foyer par exemple un orphelin de guerre ! M. Pérès pour rassurer ses collègues sur les répercussions de la loi qu'il propose à leur vote leur révèle (1) « que la Société d'Etude Législatives « a chargé d'étudier cette importante question une Commission présidée par M. Albert Tissier conseiller à la Cour de Cassation. Cette Commission déposa son rapport et elabora un texte qui servit de base de discussion à la Société dans ses réunions générales ». Votre Commission de législation civile et criminelle n'a pu manquer de s'inspirer de ces travaux de la Société d'Etudes Législatives qui lui ont été d'un précieux secours. »

(1) V. son rapport — 3^e colonne.

M. Guibal à la Chambre des députés rapportant la proposition de loi adoptée déjà par le Sénat se plaira lui aussi à rappeler « la discussion approfondie dont elle a été l'objet à la Société d'Etudes Législatives. » La commission de législation civile et criminelle du Sénat a tenu le plus grand compte des opinions émises au cours de cette discussion par les hauts magistrats et les professeurs de la Faculté de droit qui commentèrent le texte de la Commission plutôt qu'ils le critiquèrent. »

Le Parlement vota ce texte qui appelait, lui assuraient les rapporteurs, plutôt les commentaires que les critiques. Il n'y eut pas de discussion. La loi reproduit sans modification essentielle le projet préparé par la Société des juristes dont la compétence donnait à tous tout apaisement. (Comparez. Bulletin SEL. 1920 — pg 133).

N'est-il pas permis aussi de penser que beaucoup voient sans déplaisir dans cette loi, qui permet désormais plus facilement de donner à un enfant naturel tous les avantages qu'il aurait eu s'il était né du mariage de l'adoptant un moyen de satisfaire la tendance chère au législateur moderne d'assurer la légitimation par dérogation au principe que seul le mariage peut assurer la légitimation tendance nettement révélée par toute la législation récente de l'enfant naturel (1).

2. Etude du texte.

Les modifications profondes portent avant tout, sur l'adoption des mineurs, désormais possible, sur la sim-

(1) V. Revue de Dt Civil 1916. Pg. 616.

plification de la procédure, la suppression des formes particulières, adoption testamentaire, ce qui va de pair avec la disparition de la tutelle officieuse, et de l'adoption rémunératoire, toutes deux rarement utilisées et dont l'intérêt disparaît avec les dispositions nouvelles. Ces modifications schématiquement indiquées font naître des questions subsidiaires, notamment à propos de la minorité de l'adopté. Celles à propos des consentements, de l'intervention de la famille dans l'acte d'adoption, à propos des effets de la puissance maternelle, afin de concilier l'exercice de celle-ci avec le maintien de l'adopté dans sa famille naturelle, et enfin de la révocation car il est souhaitable que le mineur engagé dans les liens de l'adoption puisse à sa majorité s'en dégager lorsqu'il a une pleine connaissance de ses besoins, s'il lui apparaît que la situation qui lui est faite est trop lourde, ne le satisfait pas. Ces modifications entraînent une transformation dans les effets de l'adoption et offrent une occasion de fixer définitivement des controverses doctrinales ou jurisprudentielles. Nous suivrons pour donner plus de clarté à nos explications une division qui s'est déjà imposée avant cette étude et nous étudierons successivement.

I. — Les conditions de fond.

II. — La procédure.

III. — Les effets.

IV. — La Révocation.

Cette méthode oblige à un groupement peut-être arbitraire des articles de la loi, mais éclaire les questions, rassemble les termes de la discussion en la fixant mieux que l'examen successif des articles différents pris dans leur ordre numérique.

I. Conditions de Fonds.

1° CONDITIONS D'ÂGE.

a) *Age de l'adopté.* — Seule était spécifiée dans l'ancien texte la condition de majorité. C'est avant toute chose l'adoption des mineurs qu'il convient d'examiner. C'est sur elle nous l'avons déjà dit que repose la réforme.

Le texte ne dit pas spécialement qu'un mineur peut être adopté, mais il supprime la restriction de l'ancien art. 346. « l'adoption ne pourra en aucun cas avoir lieu avant la majorité de l'adopté. » En même temps disparaît la tutelle officieuse qui aurait dû être comme une sorte d'équivalent mis à la disposition de ceux qui voulaient s'attacher un enfant encore jeune, mais qui on le sait n'a pas en pratique répondu au but qui lui avait été assigné. Il n'y a donc plus désormais aucune condition d'âge à remplir de la part de l'adopté.

Une objection se pose. L'adoption est un contrat : le mineur ne peut passer d'acte juridique, et il s'agit ici d'un acte juridique essentiellement personnel. Il en est certes que le mineur peut accomplir, par exemple (pour en choisir de ceux qui affectent l'état des personnes) reconnaître un enfant naturel, mais ici le plus souvent l'adopté sera un enfant, si jeune, qu'il ne pourra se rendre compte de l'importance de son acceptation.

Cette objection avait arrêté les auteurs du Code civil soucieux de ne pas donner une entorse à la rigidité d'un principe qu'ils estimaient essentiel. Bonaparte lui, exerçant sa logique non pas sur des théories générales mais sur l'espèce particulière tirait les conclusions des Prémisses, l'imitation de la nature, et prétendait que la loi ne

devrait pas permettre l'adoption d'un enfant au-dessus de dix ans afin que les sentiments de père et de fils puissent s'établir entre l'adoptant et l'adopté.

« Là est aujourd'hui la principale réforme à ce point capitale que si elle n'est pas favorablement accueillie, l'ensemble de la proposition de loi deviendrait à peu près inutile » disait M. Pérès dans son rapport au Sénat.

Les mineurs pourront désormais être adoptés quel que soit leur âge. Les gens qui désirent faire « leur enfant » d'un enfant étranger pourront réaliser leur vœu. Adopter des individus déjà âgés, dont la formation était déjà faite, ne devait que rarement tenter. « Actuellement l'adoption est un contrat qui ne répond pas au principe même de l'institution, c'est un moyen de diminuer les droits de succession (pour les trois quarts des adoptions au moins) ou bien une dation de nom avec une sorte de testament anticipé dans la mesure de la réserve, mais sa grande utilité a disparu » (1).

Les pays étrangers ont avant nous consacré l'adoption avant la majorité. La France était la seule nation où elle était nécessaire. L'Italie s'inspirait des mêmes considérations juridiques que nous. Moins rigoureuse, elle exigeait pour l'adopté l'âge minimum de 18 ans. (C. civ. art. 206) auquel l'adopté pouvait se rendre pleinement compte de l'importance de l'acte auquel il s'associait. Les conséquences de la guerre ont entraîné de l'autre côté des Alpes comme chez nous un fléchissement de cette règle, mais dans la sphère limitée de ceux qui ont été frappés par la

(1) Revue de la société études législatives 1920 pg 90.

guerre. Le décret du 31 juillet 1919 décide que « les orphelins de la guerre, inscrits sur la règle générale prescrite par le décret du 18 juillet 1917 peuvent être adoptés avant l'âge de 18 ans comme le prescrit le Code civil art. 206. (1)

Le décret réglemente les questions de consentement et de procédure. Son caractère est pleinement restrictif, il exige une preuve formelle de la situation d'orphelin de guerre tirée d'une liste préétablie, pour les fins de secours et de pension que l'on devine.

b) Age de l'Adoptant. Il doit être âgé au minimum de 40 ans (art. 344) quel que soit le sexe, et au moins quinze ans de plus que la personne qu'il se propose d'adopter. Il ne doit avoir au moment de l'adoption ni enfants ni descendants légitimes.

Déjà la loi des Pupilles de la Nation en son article 27 abaisse à quarante ans l'âge nécessaire pour réaliser la tutelle officieuse d'un orphelin de guerre.

Sous le régime des dispositions anciennes il n'était demandé pour l'Adoption rémunératoire que d'être majeur et plus âgé que l'adopté (art. 345 c. civ.) Cette sorte d'adoption est aujourd'hui supprimée.

La plupart des législations étrangères exigent généralement l'âge de cinquante ans. Le C. Civ. suisse (art. 264) s'arrête à notre chiffre actuel de 40 ans.

Le Code allemand prévoit (§ 1745) qu'il peut être accordé de dispenses de l'accomplissement de la cinquantième année si l'adoptant est majeur. Cette possibilité

(1) V. Revue trimestrielle de droit civil 1919, pg. 262.

n'est pas ouverte en France. Elle facilite l'adoption des enfants naturels.

Pour la différence d'âge elle est généralement fixée à 18 ans. Ce chiffre semble plus adéquat lorsqu'il s'agit de donner à l'adoption l'un des caractères essentiels de la paternité fictive.

C'est dans cet esprit que le projet définitif du Code civil (6 frimaire an X) prévoyait une différence d'âge de 19 ans. Cette considération n'est pas essentielle rien n'est changé à cet égard à la règle fixée au Code. Il est seulement utile de ne pas autoriser des gens trop jeunes d'adopter. Pour ne pas diminuer le nombre de mariages ? Ce risque semble mince. C'est bien plutôt d'abord dans l'intérêt de l'adopté qui ne doit être confié qu'à une personne ayant déjà de l'expérience et capable de l'élever sérieusement, ensuite dans un intérêt commun aussi à l'adoptant, qui, s'il a des enfants plus tard pourra regretter de s'être engagé, et réserver son affection à ses seuls enfants selon la nature. Poussant cette considération jusqu'à ses conséquences dernières il eut été possible de fixer un âge différent lorsqu'il se fut agi d'une adoption par une femme, à qui l'on aurait pu permettre d'adopter à un âge moins élevé que l'homme. Le législateur ne l'a pas voulu.

La condition d'âge abaissée à quarante ans rendra l'adoption plus facile et par conséquent plus fréquente. Elle n'est plus, dans l'esprit de la loi, réservée seulement aux vieillards. Les enfants adoptés pourront non seulement être l'objet de soins attentifs mais soumis à une autorité encore jeune et vigoureuse être élevés avec fermeté ce qui est leur véritable intérêt.

2° PRÉSENCE D'ENFANTS OU DESCENDANTS LÉGITIMES.

Le nouvel art. 344 reproduit les dispositions de l'ancien art 343.

Sous l'empire du Code il n'y avait là aucun obstacle, sauf si l'enfant naturel était légitimé, puisque dans ce cas il est assimilé à l'enfant légitime. Mais convenait-il de suivre la tendance générale actuelle d'assimiler l'enfant naturel à l'enfant légitime. Une adoption portera évidemment atteinte aux droits de l'enfant déjà reconnu. La loi n'a pas ici donné aux enfants naturels l'importance qu'elle reconnaît aux enfants légitimes. Il sera cependant possible, signalons-le dès à présent aux enfants naturels qu'une adoption devrait léser, de présenter conformément à l'art. 369 leurs objections au Procureur de la République et de lui remettre tous mémoires tendant à empêcher l'adoption. « Ce qui est vrai après la mort de l'adoptant est également vrai avant sa mort et l'enfant naturel s'il existe peut intervenir à tout moment comme tout intéressé(1).

Il continuera comme par le passé d'être possible d'adopter ses enfants naturels reconnus, la jurisprudence est définitivement fixée en ce sens (2). Il n'eût échappé à personne que les facilités apportées à l'adoption auraient pour conséquence certaine d'augmenter de beaucoup le nombre des enfants naturels qui pourraient prendre position d'enfant légitime. C'est un effet salubre puisqu'il permet de réparer plus complètement une faute que l'on re-

(1) V. Discussion société études législatives. pg. 103.

(2) V. Planiol t. I. n° 1582.

grette. La loi n'a pas statué sur ce point spécial parce que l'on a considéré que la Jurisprudence si elle avait longtemps varié pouvait être aujourd'hui considérée comme définitivement fixée.

Quelle serait la valeur d'un contrat d'adoption alors que l'adoptant serait père d'un enfant simplement conçu au jour de l'adoption ?

En droit allemand (C. civ. § 1741) cet enfant n'est pas un obstacle. La loi française ne tranche pas la question. Il semble cependant que la solution ne soit pas douteuse. L'enfant conçu est tenu pour né sa seule présence rend l'adoption nulle.

3° SOINS DONNÉS ET SECOURS FOURNIS

PENDANT LA MINORITÉ

L'article 345 du Code civil qui en créait l'obligation pendant six ans au moins est supprimé. Une disposition inspirée du même esprit de prudence, prend sa place dans l'art. 343.

L'adoption ne peut avoir lieu que s'il y a de justes motifs et si elle présente des avantages pour l'adopté.

Ily a incompatibilité entre l'ancien art. 345 et l'adoption des mineurs. Le contrôle pourtant, que l'on pouvait exercer par l'obligation à un an de soins ne pouvait être supprimé.

Afin d'empêcher que l'adoption ne soit le résultat d'un caprice il faut, dit le tribun Gary, qu'on soit assuré que celui qui veut obtenir le titre de père en a déjà les sentiments, et la preuve de ces sentiments ne peut résulter que

de soins donnés pendant de longues années à l'enfant mineur (1).

La loi nouvelle se place à un point de vue plus directement utilitaire. L'adoption apportera-t-elle des avantages directs et présents à l'adopté. Est-elle inspirée par des raisons valables ne cache-t-elle pas un désir de main-mise dangereuse de la part de l'adoptant ?

L'imitation directe du Code suisse est patente. Celui-ci cependant (art. 167 § 1.) exige que des secours et des soins aient été fournis — mais sans dire pendant combien de temps ils devront avoir été donnés — dans le paragraphe 2 cette condition n'est plus considérée comme indispensable si d'autres justes motifs existent en faveur de l'adoption.

En cette matière le pouvoir d'appréciation des tribunaux est absolu. Ils devront s'entourer de toutes garanties faire procéder à toutes enquêtes utiles pour n'appliquer qu'à bon escient ce pouvoir discrétionnaire. L'article 363 en fournit les moyens.

4° BONNE RÉPUTATION

Cette condition spécifiée par l'ancien article 355 est implicitement maintenue par les nouveaux articles 343 et 363. Elle s'impose d'ailleurs au premier chef. Le tribunal devra à cet égard « se procurer les renseignements convenables ». Il devra donc — de sa propre initiative faire venir les parents proches, les amis, toute personne qu'il

1) Supplément au Répertoire Encyclopédique de Droit Français de Labori V° Adoption N° 42.

pourra supposer bien renseignée — pour s'éclairer sur le but poursuivi et découvrir s'il n'existe pas de motifs secrets inavouables. Contrairement à ce qui se passe en matière civile — ce ne sont pas ici les parties qui sont maîtresses de l'enquête, qui peuvent désigner les témoins qu'elles désirent faire entendre. Le tribunal a l'initiative des mesures à prendre. Il se « procure » les renseignements. Le Ministère public mettra à sa disposition les moyens d'investigation dont il dispose ainsi d'ailleurs qu'il est d'usage dans les causes de cette nature — notamment dans celles dont dépendent les gardes d'enfant.

5° PROHIBITION D'ADOPTION A CERTAINES CATÉGORIES

DE PERSONNES

A l'encontre de ce que décident certaines législations étrangères le Code français ne contenait pas de restriction de cette nature.

Les femmes sont capables d'adopter aussi bien que les hommes, les célibataires ne sont pas exclus non plus du bénéfice de l'adoption, les prêtres catholiques pas davantage. La question pouvait se poser de savoir s'il ne fallait pas faire une exception à la règle qui se plaît à être égale pour tous — lorsque un tuteur désire adopter son pupille. L'autorité qu'il a généralement acquise ne pourrait-elle pas exercer une sorte d'intimidation qui permettrait à l'administrateur infidèle d'éviter la reddition de comptes. Certains codes notamment le Code allemand et le Code italien interdisent toute adoption du tuteur avant la reddition des comptes. Cette disposi-

tion a été écartée du nouveau texte de loi. On n'a pas pensé qu'il fut utile de venir ajouter encore aux protections édictées par le titre X « de la Minorité et de la Tutelle. » Un contrat d'adoption qui n'aurait d'autre but que d'éviter au tuteur les obligations qui marquent la fin de ses fonctions tomberait sous le coup de l'article 472. D'ailleurs les tribunaux ne sont-ils pas là pour exercer leur contrôle ? et dans le cas d'une adoption en fin ou en cours de tutelle, leur attention ne manquera pas d'être particulièrement éveillée.

6° CONSENTEMENTS A OBTENIR

A) *A recueillir par l'adoptant*

Rien n'est changé. L'art 347 nouveau confirme l'ancien art 344 §2 — en ce qu'il a trait à l'adoption ordinaire. En cas d'instance en divorce — le mariage n'étant pas encore rompu — il n'y aura pas d'adoption possible sans le consentement de l'autre conjoint.

Quel sens faut-il donner à impossibilité de manifester sa volonté ? — Voici l'interprétation donnée par la Société d'études législatives et que le Parlement a fait sienne en l'enterinant « Nous envisageons non seulement l'aliénation mentale mais aussi l'absence au sens juridique du mot — Des difficultés se sont produites à propos du mariage (1). Malgré les articles 149 et 150 du Code civil qui parlaient de l'impossibilité de manifester sa volonté la loi du 10 mars 1913 a organisé une procédure spéciale pour le cas de disparition des parents. Il est bien entendu que

(1) Revue S E L, page 101 in fine.

les mots *impossibilité de manifester sa volonté* embrassent les deux hypothèses.

Ce consentement du conjoint de l'adoptant n'en fait cependant pas un coadoptant, l'acte d'adoption était essentiellement personnel. L'approbation ou plutôt la non désapprobation n'est pas une adhésion.

A cette question du consentement du conjoint se rattache, un peu arbitrairement il est vrai mais par un rapprochement d'idées qui se retrouve d'ailleurs dans la distribution des articles dans la loi, la possibilité d'être adopté par plusieurs personnes. L'art. 346⁶ nouveau confirme l'ancien art. 344 § 2, il n'est possible de l'être que par deux époux, étant sous-entendu qu'il s'agit d'adoptions simultanées. Cet article enlève aux enfants naturels la possibilité d'être adoptés par leur père et leur mère si ceux-ci ne sont pas mariés. Mais dans quelle confusion de détail le législateur n'aurait-il pas été amené en cherchant à résoudre tous les cas particuliers que peut soulever la critique. Lorsque les objections apparaissent d'une réalisation pratique presque nulle c'est se rapprocher peut-être davantage de la perfection que d'écarter des difficultés inconciliables avec la clarté du texte.

L'interdiction d'être adopté par plusieurs personnes frapperait-elle les pupilles de la nation ?

Il n'y a aucune difficulté à ce qu'ils puissent être adoptés par des particuliers, les mots « adopté par la Nation » ne sont qu'une manifestation bonne en soi, mais sans valeur juridique (1), le texte lui-même de la loi du 27

(1) V. plus haut page 65.

Juillet 1917 vient à l'appui de cette interprétation puisque nous le savons son article 27 envisageait la tutelle officielle qui devait préparer l'adoption des orphelins de la guerre.

B) *Par l'adopté.* Nous examinerons successivement deux cas : celui où l'adopté est majeur, et celui où il est mineur. Ce dernier a été une des questions les plus considérables qui aient préoccupé les rédacteurs de la loi nouvelle.

1° *Adopté majeur.*

Il n'y a plus à justifier d'aucun consentement de ses parents. L'article 346 est supprimé purement et simplement. Le majeur jouit d'une pleine capacité pour s'engager dans les liens de l'adoption, sauf une exception. S'il est marié il doit pour être adopté obtenir le consentement de son conjoint (art. 347 nouveau). C'est en effet qu'un grand changement peut être amené dans la vie conjugale. Et notamment quand il s'agit du mari, le nom de la femme sera modifié.

Cette suppression pure et simple du consentement ou du conseil des parents n'est peut-être pas absolument sage. On peut argumenter sur l'inefficacité d'un acte respectueux sur son unique caractère de manifestation irrespectueuse de bravade, et dire qu'en pratique le tribunal pourra en se procurant tous renseignements convenables, entendre les parents et recueillir leur avis ce qui éviterait tout conflit direct. Il n'en demeure pas moins que c'est là une consécration officielle de la diminution de l'autorité paternelle qui va toujours moins respectée. En cela elle apparaît infiniment regrettable, car elle n'avait pas un

caractère d'urgence comme a pu l'avoir aux yeux de certains la loi du 21 Juin 1907 relative au consentement des parents. D'autres législations se passent de cette autorisation des Parents. Est-ce une raison pour les imiter servilement ? Les classes de la nation où l'autorité familiale est demeurée respectée ne sont pas celles qui ne menacent pas de se laisser ébranler. Elles constituent l'armature solide du pays. L'Italie et la Roumanie, peuples de civilisation latine, exigent que le majeur demande à ses père et mère l'autorisation d'être adopté, la première (C. Civil italien art. 208) quel que soit son âge, la seconde (C. Civ. roumain art. 311) jusqu'à vingt-cinq ans. L'Autriche (C. Civ. art. 181) exige celui du père légitime.

Mais peut-être vaut-il mieux ne pas s'alarmer plus que ne le comporte la véritable physionomie du débat. C'est surtout à propos des mineurs que l'adoption se généralise.

2° Adopté mineur.

Le consentement de ses parents est indispensable.

Les conditions de leur assistance varieront selon son âge. On conçoit qu'avant qu'il ait l'âge de discernement l'acte soit passé par ses représentants légaux, mais après il est indispensable qu'il intervienne lui-même à l'acte.

En Allemagne (C. Civ. all. § 1750) le Contrat est passé directement par le mineur personnellement à partir de quatorze ans. Il en est de même en Suisse (C. Civ. art. 265) qui sans fixer de chiffre, se contente de dire « s'il est capable de discernement il doit donner son consentement ». En Italie aussi où le mineur a toujours plus de dix-huit ans (art. 208).

Aujourd'hui en France l'article 348 est ainsi conçu :

« Si la personne à adopter est mineure et a encore ses père et mère ceux-ci doivent consentir l'un et l'autre à l'adoption. Si l'un d'eux est décédé ou dans l'impossibilité de manifester sa volonté le consentement de l'autre suffit.

Si les père et mère sont divorcés ou séparés de corps le consentement de celui des époux au profit duquel le divorce ou la séparation de corps a été prononcé et qui a la garde de l'enfant suffit. »

L'article 349 règle la manière dont il est constaté que ce consentement a été donné soit dans l'acte même d'adoption, soit par acte authentique séparé. L'art. 350 donne au conseil de famille la mission de remplacer les père et mère décédés ou dans l'impossibilité de manifester leur volonté, pour les enfants légitimes et pour les enfants naturels.

Si l'adopté a moins de seize ans l'acte d'adoption est passé en son nom par son représentant légal : au-dessus de seize ans le mineur passe lui-même l'acte de son consentement (art. 360) assisté seulement par ceux qui ont autorité sur lui. Il ne pourra donc être adopté malgré sa volonté.

Cet âge de seize ans est tout à fait arbitraire. Il a fallu choisir l'âge où le mineur ayant son plein discernement ne pouvait plus faire l'objet d'un acte d'adoption sans que son consentement ne fut obtenu. Le projet initial de la Société d'études législatives s'était d'abord arrêté à l'âge de quatorze ans. Puis quinze ans avaient été proposés parce que c'est l'âge du mariage (art. 144 C. Civ.) ce qui avait par analogie fait aussi proposer qu'une différence d'âge fut spécifiée selon qu'il devait s'agir de l'adoption d'un garçon ou d'une jeune fille. Finalement l'âge de

seize ans fut fixé dans la loi pour les mêmes raisons sans doute qui ont marqué la majorité de seize ans consacrée dans le droit pénal.

Pour les enfants naturels non reconnus ou orphelins, le conseil de famille étant représenté par le tribunal civil (art. 389 art 13 C. civ. L. du 2 juillet 1907) il pourra être appelé à statuer deux fois sur la demands par deux interventions différentes. Pour les pupilles de l'assistance publique, ce sera le conseil de famille spécial de la loi du 27 juin 1904 § § 12 et 13.

Ainsi la loi nouvelle a reculé les limites de l'incapacité du mineur. A partir de seize ans elle crée une sorte d'émancipation du mineur quant au gouvernement de sa personne. Plus jeune de deux ans il est placé devant l'inconnu de l'adoption dans des conditions, quant aux mesures de la protection organisée par la loi, analogues à celles où il se trouve devant le mariage. Il doit encore pour agir obtenir le consentement et l'assistance de ses parents ou de ceux qui ont autorité sur lui, mais l'adhésion de sa volonté est essentielle.

7^e NATIONALITÉ

Le nouveau Code civil annoté de Dalloz résumait les solutions de l'ancienne jurisprudence sous le n° 1 de l'article 345. « Pour adopter, de même que pour être adopté il faut être Français ou jouir des droits civils en France ». Le nouvel article 345 ruine ce système. Il le fait dans les termes suivants ; « Un Français peut adopter un étranger ou être adopté par un étranger. L'adoption n'entraîne pas pour l'adopté un changement de sa nationa-

lité. Nous examinerons l'alinéa 2 avec les effets de l'adoption.

Mais remarquons que le texte laisse en suspens la question de savoir qu'elle est celle des deux lois (loi de l'adoptant ou loi de l'adopté) qui doit régir les conditions et les effets de l'adoption. Il y aura là un conflit de lois à résoudre.

L'aptitude à adopter ou à être adopté est une question de capacité qui dépend de la loi nationale de chacun (1). L'article 345 tranche une autre question, celle de savoir si un étranger dont la loi consacre l'adoption et lui reconnaît capacité pour adopter ou être adopté peut user de cette aptitude en France. Cette question [a été jusqu'à ce jour fort débattue. Il est intéressant de rappeler ces controverses, l'importance de l'exception en apparaîtra davantage.

Cette question disent MM. Despagnet et de Boeck (2) se rattache directement à l'interprétation de l'art. 11 dont elle n'est qu'une application. Si l'on décide comme nous l'avons fait que les étrangers jouissent de tous les droits civils, sauf de ceux qui leur sont enlevés par un texte ou pour la concession desquels un traité est nécessaire on reconnaîtra aux étrangers la faculté d'adopter ou d'être adopté car aucune disposition de notre législation ne les prive de ce droit.

En suivant l'opinion de la majorité des auteurs et de la jurisprudence, d'après laquelle on doit distinguer entre

1. V. Despagnet et de Boeck. Précis de droit international privé, 5^e édit. p. 846.

2. p. 847 § 283.

les droits civils et la faculté du droit des gens on refuse aux étrangers le bénéfice de l'adoption car dit-on il s'agit d'un droit rentrant dans le jus civile et qui ne peut, par conséquent leur appartenir qu'en vertu d'une convention diplomatique ou s'ils sont admis à domicile conformément à l'art. 13 C. civ. Pour donner ainsi à l'adoption le caractère d'institution du droit civil on fait valoir les considérations suivantes. D'une part l'adoption n'est pas admise, bien s'en faut, dans toutes les législations modernes : elle n'a donc pas ce caractère de généralité qui distingue ordinairement les institutions du droit des gens. D'autre part elle repose sur une fiction en vertu de laquelle une convention produit des effets analogues à ceux qui résultent de la filiation légitime : or dit-on cette fiction n'est établie par chaque législateur que pour ses nationaux comme une règle qui leur est propre et dont les étrangers ne peuvent bénéficier. (Cass. 5 août 1823, S. 23, 1-353, 7 juin 1826, S. 26, 1-330. Trib. Seine 4 août 1883 J. C. 1884, p. 179. Renault *Revue critique* 1884, p. 705).

Même en acceptant la distinction classique entre la faculté du droit des gens et les droits civils on peut fort bien soutenir que l'adoption rentre dans les droits de la première catégorie et que par suite elle est accessible aux étrangers. A Rome où l'adoption se faisait au moins primitivement par trois mancipationes et une *Cessio in Jure*, acte du Jus Civile, où elle entraînait l'*agnatio* et la *Patria Potestas* on comprend qu'elle fut refusée aux *Pérégrins* qui ne pouvaient invoquer que le *jus Gentium*, mais de nos jours l'adoption est un contrat qui à part la question de forme puisqu'elle constitue un acte solennel dépend absolument de la volonté des parties. Or les con-

trats sont de droit des gens et rien ne s'oppose à ce que les étrangers puissent les conclure, s'ils ont d'ailleurs pour cela la capacité exigée par la loi nationale. Au point de vue français on peut invoquer dans le sens de cette opinion la Constitution du 27 Juin 1793 qui accordait la qualité de citoyen « à tout étranger qui avait adopté un enfant ».

M. Weiss (1) propose la même solution contraire à la doctrine ancienne (Demolombe T. I, p. 376) et à la jurisprudence, formelle dès l'origine. « L'étranger dit-il peut adopter et être adopté en France par cela seul que le législateur en ne réservant pas l'adoption aux Français « y a vu » un contrat de droit naturel. Et ailleurs, tome 4, p. 117, il invoque un autre argument : La place même que cette institution occupe à la suite du mariage et de la filiation dans l'ordre suivi par la plupart des codes, notamment par le Code civil français montre bien que dans la pensée du législateur elle intéresse directement l'organisation de la famille en même temps que l'état juridique de ceux qui la composent. »

Les rédacteurs de la loi nouvelle sans l'exprimer spécialement, ont eux, pensé, qu'à notre époque l'adoption devait être considérée comme une institution de droit des gens.

Le droit des gens n'est pas un droit stationnaire mais un droit essentiellement progressif. L'expérience ne prouve-t-elle pas que les diverses législations civiles tendent nécessairement à se rapprocher ? Aujourd'hui l'adoption, suc-

(1) WEISS. Traité de Droit international privé T. 2. Le Droit et l'Etranger, page 234 s.

cessivement admise par les différents peuples civilisés se trouve sanctionnée par le consentement unanime de tous. Elle est devenue réellement une institution de droit des gens. La Suède et la Norvège ont elles aussi à leur tour introduit l'adoption dans leur législation en 1916 et en 1918, en s'inspirant des modèles étrangers (1). C'est pour revenir sur une jurisprudence contraire que le législateur a jugé indispensable d'insérer sa volonté dans le texte. Comment d'ailleurs n'aurait-il pas été impressionné par l'examen des législations étrangères, alors qu'aujourd'hui la majorité d'entre elles possèdent des règles sur l'adoption (2).

Le législateur n'a pas pensé qu'il dût s'arrêter aux objections traditionnelles le plus souvent d'ordre doctrinal. Celle qui consiste à reprocher à l'adoption de faire entrer un étranger dans la communauté nationale, de lui donner la qualité de Français sans le consentement du Prince, tombe puisqu'il est spécifié que l'adoption est sans influence sur la nationalité, ainsi que le font toutes les lois des pays civilisés, sauf l'exception signalée plus haut présentée par le Droit japonais.

Ainsi se trouvent supprimées des difficultés en puissance, qui se seraient accentuées à mesure que les législations étrangères s'unifiaient, se modifiaient dans le sens le plus généralement suivi.

Indiquons brièvement comment le Droit international privé résoud le problème posé par l'application de l'art.

(1) V. Annuaire de Législation comparée, 1916-17, et 1918-19.

(2) V. SECRETAN: L'adoption en Droit comparé. Thèse Lausanne 1915.

345, sans entrer dans ce qui est étude générale de l'adoption et Droit international.

Conditions intrinsèques. — La capacité de l'adoptant et celle de l'adopté doivent être déterminées par la loi personnelle de chacun. Cette loi personnelle est en principe la Loi nationale (1). Les diverses conditions requises pour la validité de l'adoption soit de la part de l'adoptant soit de celle de l'adopté dépendant de la Loi nationale respective de chacun d'eux. Toutefois il y a lieu de combiner les deux lois lorsque des conditions imposées à l'adoptant par la loi de l'adopté sont établies par cette dernière pour la protection de l'adopté ou réciproquement, sont exigées de l'adopté pour la protection de l'adoptant, par la loi nationale de l'adoptant.

Formes. Ce sont celles prescrites par la loi du 19 Juin 1923 en vertu de la règle *Locus Regit actum* et ensuite aussi parce que l'exercice de la faculté accordée par l'article 345 est subordonnée aux dispositions de la loi.

Effets. Nous étudierons dans le chapitre réservé aux effets de l'adoption le point spécial relatif à l'influence sur la nationalité de l'adopté fixé dans une disposition positive de notre droit (art. 345 § 2). Quant aux effets en général par quelle loi seront-ils réglés ? Par la loi de l'adoptant ? On peut le penser si l'on constate que dans le Code tout est rapporté à l'adoptant (2). C'est le Juge de

(1) Weiss, *Traité élémentaire de Droit international privé* pg. 512.

(2) Laurent T. 6, pg 78.

paix du domicile de l'adoptant qui reçoit le consentement des parties. C'est le Tribunal du domicile de l'adoptant qui homologue cet acte, c'est au domicile de l'adoptant que se fait l'inscription sur les registres de l'état civil. Nefaut-il pas conclure que le statut de l'adoptant domine celui de l'adopté ?

Mais il nous semble au contraire qu'il est préférable d'attribuer la préférence dans tous les cas à la loi de l'adopté. L'adoption en effet n'agit pas d'une manière directe sur l'état juridique de l'adoptant, tandis qu'elle modifie profondément celle de l'adopté. C'est l'intérêt de ce dernier qui est ici au premier plan (1).

Cette considération, encore imposée par l'esprit qui a inspiré la loi nouvelle dont la justification première c'est précisément de permettre qu'il soit venu en aide aux enfants déshérités, devra donner la solution du conflit de loi qui fixera la détermination des effets d'une adoption dans laquelle l'une seulement des parties aura la nationalité française.

II. Procédure

Les nouvelles dispositions de la loi témoignent d'un effort sérieux vers une simplification des conditions de forme en même temps qu'elles tendent à une diminution des frais toujours assez considérables qu'entraînait auparavant l'accomplissement des formalités essentielles. Mais différentes règles qui avaient paru indispensables au rédacteur du code n'avaient pas seulement pour but d'orga-

(1) Weiss, op. cit, pg. 740.

niser une procédure compliquée qui n'aurait eu d'autre fin qu'elle-même, elles constituaient autant de mesures de protection contre ce qui apparaissait alors comme les risques de l'adoption. Aujourd'hui une simplification des textes n'a plus paru dangereuse pour les parties qui s'engageraient dans les liens du contrat d'adoption. Il restait cependant un minimum de garanties à observer. Le respect de la personnalité doit être assuré, il faut dire comment seront réalisées ces conditions de consentement essentielles déjà quant au fonds pour le mineur, enfin il faut ne pas oublier que l'intérêt de l'ordre public est engagé.

La procédure de l'adoption peut se résumer en trois opérations successives.

A) Le contrat lui-même.

B) Son homologation par justice.

C) Sa transcription sur les registres de l'état civil.

Dans le système du Code il fallait un acte d'adoption passé devant le Juge de paix du domicile de l'adoptant — puis un jugement d'homologation et ensuite un arrêt de la Cour d'appel alors même qu'il n'y avait eu aucune contestation soulevée en première instance. Enfin la transcription devait être faite dans un délai de trois mois (art. 359) — délai de rigueur — l'adoption devant rester sans effet si elle n'a été inscrite dans ce délai. Notre Code était le seul Code moderne qui exigeait cette double autorisation judiciaire. Toutes les lois étrangères exigent cependant une autorisation officielle qui donne à l'adoption sa véritable importance et en assure le sérieux. Elle est pour cela soumise au pouvoir du juge. Les principes restant les

mêmes, le législateur s'est efforcé de leur donner satisfaction avec une plus grande économie de moyens.

Le caractère solennel du contrat d'adoption est maintenu.

A) Le Contrat — Sa réception devant le Juge de paix ou devant notaire (1)

Ce n'est plus seulement le Juge de paix du domicile de l'adoptant qui est compétent pour recevoir le consentement des parties — l'article 360 cite au même titre un notaire pour passer acte de ces consentements respectifs.

L'article 360 est rédigé sur le modèle de l'article 73 qui désigne aussi, outre l'officier d'état civil, le notaire pour dresser l'acte des consentements à mariage. Il tient compte des préférences manifestées par certaines familles habituées à consulter leur notaire — et qui espèrent trouver dans son cabinet sinon plus de discrétion du moins un accueil plus facile et des conseils mieux avertis d'un homme qu'elles associent aux actes importants de leur vie. Si l'acte passé dans une étude apparaît à certains peu conforme à la nature de l'acte d'adoption il est facile de répondre qu'il importe peu puisque c'est seulement le Tribunal par son homologation qui crée véritablement les liens de l'adoption et lui fait produire ses effets.

A cet acte d'adoption le mineur comparait personnellement à partir de l'âge de seize ans — (nous avons vu en étudiant les conditions de fonds pourquoi cet âge a été

(1) V. Revue du Notariat et de l'Enregistrement de MM. Besnard et Auger (librairie Godde) année 1923 17^e cahier n° 19667 les formules pratiques annotées de M. Nimard Professeur à l'Ecole de Notariat de Paris.

choisi de préférence à tout autre). Les père et mère consentent (et l'article 348 donnent les règles de fond de ce consentement.) Quant à la forme dans laquelle il est donné, l'article 349 en décide. Il peut l'être dans l'acte même de l'adoption ou par acte authentique séparé passé devant notaire ou devant le juge de paix du domicile ou de la résidence de l'ascendant ou à l'étranger devant les agents diplomatiques ou Consulaires français.

Le conseil de famille de l'adopté peut être appelé à remplacer les père et mère et à donner son consentement lorsque les conditions de l'article 350 sont réalisées c'est à-dire si le mineur n'a plus ni père ni mère ou qu'ils sont dans l'impossibilité de manifester leur volonté, s'il est enfant naturel non reconnu.

Il semble bien par combinaison des articles 348 et 349 que le mineur âgé de seize ans qui justifie qu'il a obtenu le consentement de ses parents, ne pourra se présenter seul à l'acte d'adoption sans qu'il soit nécessaire que ses parents y assistent réellement ni qu'ils y soient représentés par mandataire spécial.

Si l'adopté a moins de seize ans l'acte est passé en son nom par son représentant légal (art. 360 § 2).

Cette disposition semble exclure la mère de l'acte d'adoption au cas assez fréquent où elle n'exerce pas la tutelle de son enfant. Il arrive en effet que les femmes, effrayées par les responsabilités de leur tâche demandent à être déchargées des soucis de la tutelle légale. Pourtant elles ne seront pas empêchées pour cela d'intervenir car par ailleurs l'article 348 réserve pleinement les droits des parents, les père et mère devant consentir l'un et l'autre à l'adoption.

L'article 361 prévoit les adoptions qui doivent être faites aux armées de terre et de mer ou dans les circonstances exceptionnelles prévues à l'article 93 du Code civil. Le fonctionnaire de l'intendance ou l'officier du commissariat qui a reçu l'acte d'adoption en adresse dans le plus bref délai une expédition au Ministère de la guerre ou au Ministre de la marine qui la transmet au Procureur de la République. Cet article 361 reproduit les alinéas 2 des anciens articles 353 et 354 du Code civil que la loi du 17 mai 1900 leur avait ajouté.

B — *Homologation de la Justice.*

Ici se place la réforme la plus importante au point de vue des formes de l'adoption. Le Code civil organisait ce que l'on a appelé la double homologation qui soumettait obligatoirement la décision des Juges de première instance à l'appréciation de la Cour d'Appel (anciens art. 354 à 358). Cette procédure était l'objet de critiques. « L'approbation donnée par le Tribunal civil, écrit M. Planiol (T. I, n° 1594 note 1), devrait être suffisante. L'intervention de la Cour d'Appel est une satisfaction donnée au premier Consul qui partant de l'idée que l'adoption est un acte politique disait que la sanction ne saurait venir de trop haut ». Aucune loi étrangère ne présentait plus cette procédure à deux degrés véritablement inutile lorsque l'on recherche seulement la régularité des actes et la loyauté des parties. La nouvelle loi la supprime purement et simplement.

L'acte d'adoption sera soumis à l'homologation du tribunal du domicile de l'adoptant (art. 362). Le tribunal est saisi par une requête de l'avoué de la patrie la plus diligente à laquelle est jointe une expédition de l'acte d'a-

doption. Les parties elles-mêmes saisissent la justice. Elles sont par conséquent libres. si elles le veulent de ne pas donner suite à leur projet d'adoption. Aucun délai n'est spécifié pour présenter cette requête..

Dans son rapport au Sénat (pg 30, 2^e colonne) M. Pérès remarque que le tribunal pourra avoir à homologuer l'acte d'adoption après qu'il aura pu y donner son consentement s'il a au préalable dû prendre une décision comme conseil de famille d'un enfant naturel par application de loi du 2 juillet 1907 (C. civ. art. 389 § 13). Cela ne saurait en rien troubler la marche de la **procédure**. Le tribunal prenant à des titres différents deux décisions qui sont l'une et l'autre indispensables et indépendantes.

Le tribunal réuni en sa chambre du conseil, après s'être procuré les renseignements convenables vérifie 1^o si toutes les conditions de la loi sont remplies 2^o s'il y a de justes motifs de l'adoption et si celle-ci présente des avantages pour l'adopté (art 363).

Pour se procurer tous les renseignements convenables le tribunal peut ordonner une enquête soit sur la demande des parties, soit d'office ; mais il semble qu'il y ait plutôt avantage à recourir à un autre mode, plus apte à éclairer le tribunal que l'enquête civile où les parties font entendre les témoins de leur choix. Conformément à la pratique de la chambre du conseil le Procureur de la République recueillera les renseignements nécessaires. Il pourra le faire avec l'indépendance et surtout l'impartialité que comporte la nature du débat engagé.

Le tribunal sous l'empire du Code devrait rechercher si l'adoptant jouissait d'une bonne réputation , aujourd'hui il doit apprécier les justes motifs de l'adoption et

les avantages pour l'adopté, différence qui vient de ce que le principe de l'institution est légèrement modifié en ce sens que c'est l'adopté qui doit être l'objet plus précis de la sollicitude car la manière de procéder n'est pas changée.

Il en est de même dans la reddition du jugement, (art. 364). Après avoir entendu le procureur de la République et sans aucune forme de procédure le tribunal prononce sans énoncer de motifs, qu'il y a lieu ou qu'il n'y a pas lieu à adoption comme sous les anciennes dispositions le jugement serait entaché de nullité s'il était rendu en audience publique.

Dans le premier cas le dispositif du jugement contient les mentions prescrites par l'article 858 du Code de procédure civile.

Ce §2 est nouveau. Il s'agit de l'art. 858 modifié par la loi du 20 novembre 1919. Le dispositif du jugement ou celui de l'arrêt s'il y eu appel devra énoncer les prénoms et nom de l'adoptant ainsi que les prénoms, nom, date et lieu de naissance de l'adopté.

Droit d'appel.— Le jugement du tribunal devrait (ancien article 357) être dans le mois soumis à la cour d'appel. Il n'en est plus de même aujourd'hui. L'instance peut se terminer à ce moment et le jugement devenir définitif.

Mais le droit commun s'applique (art. 365). Si l'homologation a été refusée chacune des parties peut déférer le jugement à la cour d'appel qui instruit dans les mêmes formes que le tribunal civil de première instance et prononce sans énoncer de motifs : le jugement est confirmé

ou le jugement est réformé: en conséquence il y a lieu ou il n'y a pas lieu à l'adoption. Le délai d'appel est de deux mois.

Ce droit d'appel des parties elles-mêmes a paru infiniment normal. Il n'en a pas été de même du droit d'appel réservé au ministère public en cas d'homologation par le 2 § de l'article 365. Le projet de la Commission de la société d'études législatives l'avait écarté car l'adoption lui apparaissant comme un contrat entre particuliers il lui semblait que s'il était nécessaire de laisser au Ministère public le droit de présenter des observations après communication de la procédure ce droit devrait suffire. Mais l'ordre public est fortement intéressé. C'est vraiment la protection des mineurs qui est en jeu. Le ministère public n'est-il pas chargé de cette protection. La loi du 24 Juillet 1889 sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés (modifiée par la loi du 15 nov. 1921) l'en charge expressément. Il convient donc de ne pas réduire ses pouvoirs et de lui laisser dans leur plénitude les moyens de s'opposer à une adoption qu'il considère comme défavorable aux vrais intérêts de l'adopté. S'il y a collusion frauduleuse des parties au contrat d'adoption, s'il y a entre elles un accord tacite, c'est véritablement le Ministère public qui par son droit de contrôle, et en se faisant entendre en chambre du conseil qui devient leur véritable adversaire. Le ministère public a pu se procurer des renseignements qui n'ont pu être produits à temps devant les premiers juges, auxquels les parties désireuses de faire aboutir leur instance, à fin d'adoption n'ont laissé voir qu'une partie de la vérité. Il est utile que si le droit d'adoption a été l'objet de facilité plus grande il

existe cependant une contre-partie nécessaire. On la trouve dans le droit d'appel du ministère public.

La loi du 27 Juillet 1917 sur les pupilles de la nation réserve le droit d'appel du ministère public (art 6) contre le jugement du tribunal qui statue sur la demande à fin d'adoption nationale. Ce jugement est rendu dans des formes équivalentes à celles de l'adoption des particuliers et sans énoncer de motifs. Il a paru nécessaire d'assurer un contrôle efficace au ministère public. C'est pour les mêmes raisons que les mêmes pouvoirs lui ont été donnés dans l'article 365.

Recours en Cassation. Le paragraphe 4 de l'article 365 est ainsi conçu : le recours en Cassation pour vice de forme contre l'arrêt rejetant la demande d'homologation, est recevable.

Cette disposition tranche une controverse ancienne à laquelle l'autorité de la cour de cassation n'avait pu donner une conclusion. L'intervention du texte est heureuse et tranche du moins la difficulté.

Il ne s'agissait d'ailleurs que de recours pour vice de forme. Les arrêts d'adoption rendus sans énonciation de motifs écartent par le fait même un pourvoi pour fausse interprétation de la loi.

Cette controverse ancienne — aujourd'hui fermée — mérite d'être rapportée.

Voici qu'elle est l'interprétation qui paraît devoir présenter la plus grande autorité (1). « L'arrêt qui a rejeté l'adoption n'est pas susceptible d'être attaqué quant au

(1) V. Aubry et Rau 5^e édit. t. 9 § 557. Pg 187.

fond par la voie du recours en cassation. Mais le pourvoi serait admissible s'il était fondé sur l'inobservation des formes requises pour la validité des jugements et arrêts en matière civile » et en note. Le pouvoir discrétionnaire dont en vertu des articles 356 et 357 les cours et les tribunaux jouissent pour accueillir ou rejeter l'adoption est incompatible avec l'admissibilité du pourvoi en cassation. Les jugements et arrêts rendus en pareille matière ne devant pas énoncer de motifs la cour suprême se trouve par la force même des choses dans l'impossibilité de vérifier s'ils ont ou non violé la loi.

La cour de cassation ne présente pas d'unité dans ses arrêts. Elle a par deux fois déclaré le pourvoi recevable, dans le cas où l'arrêt qui a refusé l'adoption était rendu en audience publique contrairement à l'article 358 C. civ. (Cass. 2 mars 1848. S. 48-1. 372 D. 48-1-66, et 23 fév. 1866, S. 66-1. 220 D. 66-1. 111) et par deux fois aussi elle a décidé que ces décisions n'ont pas l'autorité de la chose jugée et qu'ils ne peuvent être attaqués que par voie de nullité (Cass. 13 mai 1868 D. 68-1. 249 et 20 juillet 1887 D. 88-1. 171). (Cass. 14 juin 1869 S. 69-1. 371 D. 73 1. 158). Un arrêt de la chambre civile semblait trancher définitivement la question ainsi conçu : Les jugements prononcés en matière d'adoption sont des actes de juridiction gracieuse ne présentant aucun caractère de décision sur contestation judiciaire. Par conséquent l'action en nullité d'adoption est la seule voie ouverte même pour vice de forme aux parties qui ont intérêt à faire prononcer cette nullité Cass. Civ. 10 fév. 1892 D92-1-320 et la note de M. Garconnet. Il y a un gros intérêt à choisir entre ces deux moyens. Si l'on admet que le pourvoi en cas-

sation est possible le délai pour se pourvoir est de deux mois (loi 3 juin 1862 art. 1. et voir pour le point de départ de ces deux mois Dalloz J G S V^o. adoption N^o 38). Si l'on admet que les arrêts ne peuvent être l'objet que d'une action en nullité cette action est recevable pendant trente ans. Ce délai — étant donné la matière spéciale — est nettement trop long.

Fallait-il ne pas indiquer, par un texte de loi cette faculté du recours en cassation en laissant le droit commun s'appliquer purement et simplement, qui veut que le pourvoi soit toujours possible quand aucun texte ne l'interdit?

C'était courir à l'inconnu. N'insérer aucune mention spéciale n'était-ce pas sembler donner sa consécration à la jurisprudence dernière de la cour de cassation. N'était-ce pas offrir à l'interprétation une autorité particulière. Un arrêt récent — Cass. Civ. 5 juillet 1920 — Gaz Pal. 1920-2-264 — repoussa le recours en cassation pour vice de forme contre les arrêts rendus en matière d'adoption des orphelins de la guerre rendus en vertu de la loi du 27 juillet 1917.

En voici les attendus.

Attendu que la loi du 27 Juillet 1917 ne prévoit expressément que l'intervention du tribunal civil et de la cour d'appel ; qu'aux termes de l'article 7 le tribunal ou la cour prononce sur l'adoption sans aucune procédure, sans énoncer de motifs, que si la loi n'avait pas entendu exclure le pourvoi en cassation elle en eut certainement simplifié les formes et abrégé les délais.

Attendu qu'en ordonnant la mention de l'adoption en

marge de l'acte de naissance dans le mois qui suit le jugement du tribunal ou l'arrêt de la cour d'appel l'article 8 fait supposer que la loi a attaché à cette décision un caractère immédiat et définitif puisqu'il prescrit l'exécution dans un bref délai sans se préoccuper de l'éventualité d'un pourvoi en cassation qui bien que dépourvu d'effet suspensif pourrait avoir pour conséquence l'annulation et rendre ainsi sans objet la mesure prescrite, la cour déclare le pourvoi non recevable.

Malgré que les deux institutions soient foncièrement différentes ces attendus montrent comment aurait pu être interprété le silence du législateur sur cette grave question.

La loi après avoir accordé le droit d'appel au Ministère public ne met pas à sa disposition le recours en cassation. En effet c'est contre les seuls arrêts qui rejettent la demande d'homologation que le recours est possible. Le ministère public ne sera par conséquent pas appelé à l'exercer. Il y a là une différence de dispositions difficilement explicable surtout pour les adoptions de mineurs.

En résumé l'article 365 adopte la théorie classique consacrée par l'arrêt de 1866. L'action en nullité s'applique au contrat œuvre des parties pour faire respecter les conditions de fonds, le recours en cassation, pour vice de forme vise l'arrêt, œuvre des tribunaux judiciaires, et la loi ne précise pas quels sont les cas de cassation car elle entend ne pas faire une énumération limitative qui pourrait sembler en exclure certains.

Importance de la Décision d'Homologation.

Elle fait jouer entre les parties tous les effets de l'adoption. Avec elle l'adoption est réalisée tandis que dans

le système du code l'homologation par la Justice n'avait pas d'effet en elle-même prise isolément. Elle n'était qu'une étape dans une série de démarches juridiques, chacune indispensable mais qui n'avait d'autre intérêt que de constituer comme les maillons d'une chaîne. Sans l'inscription sur les registres de l'Etat civil réalisée dans le délai de rigueur de trois mois l'adoption ne produisait aucun effet aussi bien à l'égard des parties qu'à l'égard des tiers. Les opérations précédentes étaient considérées comme de nul effet. Aujourd'hui la décision d'homologation se suffit à elle-même. L'adoption est réalisée, elle est valable. Toutes ses conséquences jouent entre les parties, mais aussi entre elles seulement.

Les parties sont liées dès l'acte d'adoption. Les consentements sont échangés devant le juge de paix ou le notaire. L'accord des volontés est réalisé. Désormais la procédure continuera et si l'une des parties au contrat cesse de vouloir s'engager dans les liens de l'adoption elle ne peut plus le faire par une manifestation unilatérale de sa volonté et contre le gré de l'autre. L'autre partie peut poursuivre l'instance dont la conclusion donnera toute sa valeur au contrat. Le contrat n'est pas irrévocable en ce sens que les parties peuvent s'en départir par un mutuel accord tant que l'adoption n'est pas encore parfaite par l'accomplissement de toutes les conditions requises, mais elle l'est en ce sens que l'une des parties ne pourrait s'en départir sans le consentement de l'autre. Ce principe est si vrai que la résiliation de ce contrat ne pourrait pas même être prononcée en justice sur la demande de l'adoptant contre l'adopté pour cause d'ingratitude (Demolombe t. 6 n° 86). Le tribunal ou la cour

pourrait sans doute prendre en considération les faits reprochés à l'adopté pour refuser en conséquence l'homologation et empêcher ainsi l'adoption de s'accomplir mais la justice ne pourrait en aucun cas résoudre le contrat d'adoption même pour cause d'ingratitude, (Grenoble 2 mars 1842 S43, 2, 171 D43, 2, 29). Mais si l'adoptant et l'adopté sont d'accord pour renoncer à l'adoption ils peuvent d'un commun accord ne pas poursuivre et le contrat d'adoption n'aura plus que la valeur d'un projet qui a été abandonné. Tant qu'il n'y a pas eu d'homologation, les parties peuvent reprendre leur liberté, et se délier. Sous le régime du code cette possibilité subsistait jusqu'à la transcription sur le registre de l'état civil. Les parties pour faire tomber toute la procédure n'avaient qu'à ne pas requérir l'inscription dans le délai de trois mois. Aujourd'hui après la décision d'homologation, l'adoption sans avoir encore d'effet à l'égard des tiers est entre eux réalisée, ils ne peuvent plus la révoquer par leur consentement mutuel.

Rétroactivité

La majeure partie de la doctrine faisait remonter les effets de l'adoption, inscrite sur les registres de l'état civil dans les délais prescrits par l'article 359, au jour du contrat passé devant le juge de paix (V. Aubry et Rau § 559 in fine et aussi Demolombe t. VI. 120 et 121) sauf à l'égard des tiers. Le texte de l'article 368 § 1 exclut cette rétroactivité. L'adoption ne produit ses effets

entre les parties qu'à partir du jugement ou de l'arrêt d'homologation (1).

La phrase qui suit « les parties sont liées dès l'acte d'adoption » ne sous-entend nullement cette rétroactivité. Elle indique qu'elle est l'effet et l'importance de l'échange des consentements dans ce qu'il y a de proprement contractuel dans l'adoption. Si le législateur avait entendu faire remonter les effets de l'adoption au jour du contrat il n'eût pas manqué de le faire comme il le fait dans les deux lois qui ont successivement modifié l'article 252 C. civ. (Loi du 18 avril 1886 et loi du 26 juin 1919) « Le jugement ou l'arrêt (de divorce) devenu définitif remontera quant à ses effets entre époux en ce qui touche leurs biens au jour de la demande. Mais il ne produira d'effet au regard des tiers que du jour de la transcription. L'article 368 est analogue en ce qu'il établit le point de départ de la réalisation des effets d'une décision de justice venant homologuer la manifestation de volontés particulières, intéressant et les parties et les tiers. En cas de divorce, la loi spécifie que les effets de la manifestation de la volonté des époux désireux de se séparer remonteront au jour de la demande c'est-à-dire au jour même de la manifestation de volonté. En cas d'adoption la loi décide, ce qui semble plus conforme au droit commun, que les effets de l'opération juridique ne se manifesteront que lorsque l'opération sera réalisée, lorsque l'homologation, partie intégrante de l'adoption, aura été obtenue. Les droits sont fixés dès l'acte d'adoption qui lie les parties,

(1) Répertoire général du Notariat et de l'Enregistrement de Dufrénois année 1923 n° 13 pg. 134

leur exercice est subordonné à l'homologation. De plus l'article 368 sauvegarde par la même démarche de la transcription les intérêts des Tiers.

PUBLICATION DE LA DÉCISION.

L'ancien article 368 ordonnait l'affichage de l'arrêt admettant l'adoption en tels lieux et en tels nombres d'exemplaires que la Cour jugeait convenable.

Les usages avaient rendu cette publicité fort onéreuse. Il y avait dans le département de la Seine surtout une véritable débauche d'affichage. Il faut après un arrêt d'adoption faire publier l'arrêt à la porte de toutes les mairies de Paris, à celle de l'Hôtel-de-Ville et au Palais de Justice. Non seulement il y a les frais pour l'affichage et pour le timbre mais il y en a pour le procès-verbal d'affichage, si bien que pour être en mesure d'adopter il faut être ou très riche ou au contraire avoir obtenu l'assistance judiciaire. Nous voudrions que l'adoption fût également accessible aux classes moyennes. Ainsi s'exprimait M. Edouard Levy dans son rapport à la Société d'études législatives (1).

Il en a été fait ainsi. L'article 366 prescrit l'affichage de la décision qui admet l'adoption à la porte de l'auditoire du Tribunal ou de la Cour, et l'insertion dans un journal d'annonces légales public au lieu du domicile de l'adoptant. Ces mesures apparaissent comme suffisantes alors que la véritable publication réside dans la transcription à l'état civil.

1) Bulletin 1920 pg. 92.

C Transcription sur les registres de l'état civil.

Sous l'empire du Code (art. 359) cette transcription se faisait à la réquisition de l'une ou de l'autre des parties sur le registre des naissances à la mairie du lieu du domicile de l'adoptant, dans les trois mois de l'arrêt d'homologation. Ce délai était de rigueur. L'adoption étant sans effet si elle n'était pas inscrite sur les registres dans les trois mois. Ce qui devait être transcrit c'est l'acte d'adoption lui-même reçu par le Juge de Paix et non pas l'arrêt d'homologation (V. Planiol t. I. n° 1595). Depuis la loi du 13 février 1909 il était fait mention de l'adoption en marge de l'acte de naissance de l'adopté

Le nouvel article 367 change le caractère de la transcription qui n'a plus d'autre effet que de rendre l'adoption opposable aux tiers. Elle doit être faite dans les trois mois à la requête de l'avoué qui a obtenu le jugement ou de l'une des parties intéressées sur les registres de l'état civil du lieu de naissance de l'adopté (et non pas du domicile de l'adoptant comme autrefois). C'est maintenant le dispositif de jugement ou de l'arrêt lui-même qui est transcrit.

Déjà la proposition de loi de M. Python adoptée par la Chambre avait en 1914 choisi ce lieu fixe plutôt qu'un domicile toujours variable et qui pouvait changer entre le jour de l'acte d'adoption et le jour de l'arrêt d'homologation. Si l'adopté est né à l'étranger la transcription est faite sur les registres de la mairie du premier arrondissement de Paris conformément à la loi du 10 Août 1917.

La transcription est opérée séance tenante lors de la réquisition sur signification faite à l'officier de l'état civil

conformément à l'article 858 du code de procédure civile c'est-à-dire limitée au dispositif du jugement.

La pièce transcrite doit donc être laissée entre les mains du maire pour être annexée au registre des naissances et déposée au greffe en fin d'année. L'avoué qui a obtenu le jugement est tenu de faire opérer la transcription dans le délai ci-dessus à peine d'une amende de cent francs sans préjudice de dommages intérêts. L'avoué n'aura donc pas besoin de mandat spécial pour agir.

Il est fait mention de l'acte d'adoption en marge de l'acte de naissance de l'adopté. Pour entrer dans la réalisation matérielle de cette prescription on peut penser que cette mention pourrait d'abord être inscrite sur le double registre conservé dans les archives de la mairie et plus tard sur l'autre registre conservé au Greffe du Tribunal.

On voit donc qu'il y a une différence capitale. La sanction du défaut de signification à fin de transcription n'est plus la nullité de l'adoption mais une simple amende de 100 fr. à la charge de l'avoué négligent, sans compter les dommages intérêts s'il résulte du retard de la transcription un préjudice causé à l'adoptant et à l'adopté du fait que l'adoption aura été tardivement applicable aux tiers. Ce système est le même que celui de la loi du 26 Juin 1919 relative à la transcription des jugements et arrêts de divorce. On sait que cette loi en modifiant les articles 244 et 252 du Code civil a décidé que le jugement de divorce devenu définitif produirait tous ses effets entre les époux et leur ayant cause à titre universel indépendamment de toute transcription mais qu'il ne serait opposable aux tiers que du jour où il serait transcrit sur les

registres de l'état civil. C'était comme un délai de grâce laissé aux époux pour renoncer au divorce. Aujourd'hui la transcription n'est plus considérée que comme une mesure de publicité édictée dans l'intérêt des tiers. Il en sera de même pour l'adoption. L'article 368 § 2 précise la pensée du législateur. L'adoption n'est opposable aux tiers qu'à partir de la transcription du jugement ou de l'arrêt d'adoption.

2° ACHÈVEMENT DE LA PROCÉDURE EN CAS DE MORT DE L'ADOPTANT

Il se fait dans des conditions analogues à celles prévues par le Code civil. Le nouvel article 369 est la transcription de l'ancien article 360. Il précise la manière suivant laquelle le contrat d'adoption doit avoir été porté devant les tribunaux pour qu'il l'ait été utilement ; la requête à fin d'homologation doit avoir été présentée au tribunal civil. C'est le meilleur moyen semble-t-il de prouver que l'adoptant et l'adopté entendaient donner suite à l'acte d'adoption. Les héritiers de l'adoptant doivent faire diligence pour s'opposer à l'adoption s'ils la croient inadmissible en remettant au Procureur de la République tous mémoires et observations à ce sujet.

La loi ne parle pas de la continuation de la procédure au cas de mort de l'adopté. Il n'y avait pas à cet égard accord dans la doctrine. La jurisprudence n'avait pas été appelée à trancher la question. Le silence de la loi semble écarter cette possibilité. D'ailleurs l'adoption a

pour but d'assurer un avantage direct et personnel à l'adopté. La réforme actuelle marque nettement cette tendance. La mort de l'adopté enlève à l'adoption sa véritable raison d'être.

Cette continuation de la procédure apparaît d'un intérêt assez mince. L'article 368 qui écarte la rétroactivité des effets de l'adoption au jour du contrat pour ne les faire partir que de la décision d'homologation le veut ainsi. M. Ambroise Colin disait à la discussion de cet article. « On ne conçoit pas d'adoption posthume s'il n'y a pas de droit de succession. Du moment qu'il y a doute il faut inscrire ce droit dans le texte ». C'est en effet ce que fait le Code civil allemand qui précise que le droit de succession pourra s'exercer bien que l'adoption soit promulguée après la mort de l'adoptant et bien qu'en principe l'adoption ne produise ses effets qu'après l'homologation. Rien n'a été inscrit à cet égard dans la loi nouvelle. Il a avait un précédent dont pouvait s'inspirer le législateur celui de la loi du 7 avril 1917 sur la légitimation posthume des enfants de ceux qui sont tombés au champ d'honneur. Cette loi a institué des héritiers qui étaient sans droit à la mort du de Cujus. L'homologation de l'adoption qui donnerait à l'adopté cette qualité après la mort de l'adoptant aurait un effet analogue. Mais les dispositions exceptionnelles d'une loi faite pour les combattants ne s'impose plus lorsqu'il s'agit de l'adoption — institution utile certes mais dont l'intérêt n'a pas l'urgence d'une mesure temporaire imposée par la guerre — et dont le caractère essentiel, il faut l'affirmer, n'est-ce pas d'être un mode de transmission des biens.

3^e VOIES DE NULLITÉ.

La loi nouvelle est muette sur la possibilité de faire déclarer l'adoption nulle par voie d'action principale ou d'exception. Le Code l'était également. La Jurisprudence antérieure et la doctrine (V. Aubry et Rau et Bartin t 9 § 558) l'admettaient. Cette demande en nullité est en effet plutôt dirigée contre l'adoption elle-même que contre la décision qui l'a homologuée. Cette décision ne constitue en effet qu'un acte de juridiction gracieuse qui n'est pas susceptible de passer en force de chose jugée et à laquelle ne peut s'appliquer la maxime : Voies de nullité n'ont lieu en France contre les jugements ».

Il n'y a aucune raison pour penser que le silence de la loi supprime cette action dont l'existence était indiscutée. On ne saurait tirer argument de ce que le recours en cassation est désormais possible. Cette possibilité n'enlève pas son utilité à l'action. Ce recours pour vice de forme est dirigé contre l'arrêt. La voie d'action en nullité demeure ouverte quant au fonds lui-même.

De même l'ancienne théorie sur l'adoption inexistante pour défaut de formalités essentielles ou absence de consentement, et dépourvue « ab initio » de tout effet légal dont la nullité peut être proposée en tout temps et par toute personne intéressée, conserve toute sa valeur (V. Aubry et Rau *loc. cit.*).

III. Effets de l'Adoption

Les effets de l'adoption n'ont pas été soumis à une profonde révolution. Ils sont en effet liés à l'ensemble de notre législation civile. Le but de la réforme n'était pas

de substituer aux dispositions anciennes des dispositions nouvelles incompatibles avec les droits de la famille de l'adopté. On s'est efforcé de préciser certains points, de donner des solutions satisfaisantes aux problèmes que posait l'adoption des mineurs, problèmes absolument nouveaux, et parmi lesquels celui de l'attribution de la puissance paternelle se présente en toute première importance.

Examinons, sans plus ample préambule, les effets de l'adoption, mais en ne nous attachant qu'aux modifications apportées par la loi, car il doit suffire de rappeler seulement ce qui reste du Code civil. Les deux principes fondamentaux des articles 348 et 349 du Code civil restent la base de la loi nouvelle : « L'adoption ne fait pas sortir l'adopté de sa famille naturelle (art. 352) ». L'adoption ne crée de relations juridiques qu'entre l'adoptant et l'adopté, et en principe ses effets ne s'étendent qu'à eux (1). Il faut ajouter aujourd'hui les descendants légitimes de l'adopté.

Nom de l'adopté.

L'article 351 reproduit l'ancien article 347 avec en plus cette remarque que si l'adoptant et l'adopté ont le même nom patronymique aucune modification n'est apportée au nom de l'adopté. Il y a comme autrefois une addition du nom de l'adoptant à celui de l'adopté, addition qui révèle l'établissement du lien d'adoption. La loi reproduit également la disposition spéciale aux en-

(1) V. Planiol t. 1 2. 1599.

fants naturels non reconnus de la loi du 13 Février 1909.

Les enfants légitimes de l'adopté portent le nom de l'adoptant lorsqu'ils sont nés depuis l'adoption. Ils ne le portent pas dans le cas contraire (1).

2° PUISSANCE PATERNELLE.

Attribution de la puissance paternelle.

L'article 352 décide que malgré que l'adopté reste dans sa famille naturelle et y conserve tous ses droits, c'est à l'adoptant que passent les droits de la puissance paternelle. Cette sélection est éminemment logique. L'adoptant prend la charge de l'adopté. Il devra l'élever, veiller à son éducation, à son instruction. Son autorité morale doit être renforcée par l'exercice possible du droit de correction. Les parents naturels ne doivent pas pouvoir lui retirer l'enfant en invoquant à leur profit un droit de garde. Il y a intérêt à éviter les discussions inévitables qu'entraînerait entre l'adoptant et les parents naturels une collaboration dans l'éducation, intérêt d'autant plus important que le plus souvent l'adoptant sera d'un niveau social plus élevé qu'il cherchera à sortir l'adopté de son milieu pour lui donner des manières de vivre qui correspondent à la situation que lui fera l'adoptant et enfin par ce que celui-ci désire avant toute chose faire de l'adopté son fils au sens intellectuel et moral puisque la nature lui a refusé un enfant de son sang. Les

(1) V. Pandectes. Répertoire V adoption n° 444.

parents n'ont-ils pas d'ailleurs en donnant leur consentement à l'adoption consenti à une délégation de leurs droits au profit de l'adoptant en qui ils ont déclaré avoir confiance. Ils lui ont remis leur enfant. Permettre une ingérence de tous les instants dans les mesures que prend l'adoptant ce serait déclencher inévitablement des discussions au premier chef funestes à l'enfant lui-même. Faut-il considérer comme moral un pareil désaïssissement des parents du sang ? Les droits de la puissance paternelle ont longtemps été considérés comme absolument inaccessibles. L'adoption n'est-elle pas un moyen pour les parents de se débarrasser des charges qu'elle leur impose et ce qui peut être plus grave ne va-t-elle pas offrir la possibilité de réaliser des bénéfices malhonnêtes à des parents peu scrupuleux ? C'est l'intérêt bien entendu de l'enfant qui a guidé le législateur. La loi du 24 Juillet 1889 sur les enfants maltraités ou moralement abandonnés a déjà organisé un système de délégation de la puissance paternelle par autorité de justice dans les deux cas prévus aux articles 17 et 19, celui où les parents confient eux-mêmes à une association de bienfaisance ou à une personne charitable l'enfant devenu pour eux une charge trop lourde et celui où l'enfant a été recueilli après qu'il a été abandonné par ses parents. Il est facile et possible d'assimiler le cas de l'adoption à celui où les parents confient leur enfant à une personne charitable, et pour les mêmes raisons, faire passer la puissance paternelle sur la tête de la personne charitable, l'adoptant. L'homologation du Tribunal correspond à la délégation de l'article 17. Elle offre en même temps toute garantie sur la sincérité de cette opération. Cependant cette similitude ne saurait

rendre valable une adoption passé dans les formes de l'article 17 de la loi du 24 juillet 1889. Les conditions des articles 360 et sont de rigueurs(1).

Déchéance de la puissance paternelle

L'adoptant est traité comme le père ; il peut lorsqu'il est indiqué d'exercer les droits de la puissance paternelle être privé de leur exercice. L'article 370 § 5 est ainsi conçu en effet : La loi du 24 juillet 1889 modifiée par la loi du 15 novembre 1921 sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés est applicable aux enfants adoptés et l'adoptant peut être déchu de tout ou partie des attributs de la puissance paternelle dans les conditions prévues par ladite loi.

Solution infiniment sage qui peut-on dire s'imposait dans l'intérêt de l'enfant. Juste sanction contre l'adoptant qui connaissait les devoirs qu'il se donnait volontairement et dont la conduite peut ne pas justifier la révocation d'un contrat qui peut encore demeurer avantageux pour l'adopté, mais à condition d'en restreindre les effets.

La puissance paternelle reviendra alors aux ascendants de l'adopté en vertu de l'article 352 § 2. Le tribunal décide, dans l'intérêt de l'enfant, si la mère exercera ou non ses droits sur lui. Il semble que dans le cas qui nous occupe les juges ne puissent pas écarter les ascendants auxquels la puissance paternelle fait retour de plein droit quand l'adoptant ne peut plus l'exercer.

(1) V, Journal des Notaires et des Avocats 1923 15^e cahier art. 33.544 pg 486 in fine du commentaire de M. Fauvel professeur à l'Ecole de Notariat de Paris.

Autorisation du mariage de l'adopté

Comme conséquence du transfert de la puissance paternelle l'adoptant est investi du droit de consentir au mariage de l'adopté.

Il est seul investi de ce droit.

Obliger l'adopté désireux de contracter mariage, à demander le consentement de l'adoptant était chose indispensable. Celui-ci l'a élevé, il a assumé des charges parfois lourdes, il lui apportera dans l'avenir de nouveaux avantages. Mais fallait-il exclure les père et mère naturels. Cette disposition peut être cruelle envers les parents est sage si l'on songe à l'enfant adopté, car elle éloigne bien des difficultés qui auraient rendu son mariage moins facile.

Le Code était muet sur cette question d'autorisation au mariage de l'adopté. L'inconvénient était faible puisque celui-ci était toujours majeur. La possibilité de l'adoption des mineurs faisait au législateur qui l'établissait l'obligation de trancher la question.

Droit de jouissance légale

La loi ne dit rien quant au droit de jouissance légale sur les biens de l'adopté mineur. Si l'on considère que ce droit lié au droit d'éducation est accordé en compensation des charges supportées on peut conclure qu'il doit être accordé à l'adoptant. Celui-ci retirerait donc un avantage de l'adoption ? C'est aux tribunaux d'examiner cette question au moment de l'homologation qu'ils ne doivent accorder que si l'adoption présente des avantages pour l'adopté (art. 343).

Retour de la puissance paternelle aux parents du sang.

Si l'adoptant est empêché d'exercer pendant la minorité de l'adopté la puissance paternelle celle-ci revient aux ascendants de l'adopté (art. 352 § 2). Cette solution va de soi.

3° LIEN DE PARENTÉ RÉSULTANT DE L'ADOPTION.

Entre l'adoptant et l'adopté ce sont toujours les mêmes liens. La paternité fictive (« cette quasi paternité fondée sur les bienfaits et la reconnaissance » comme disait Berlier dans son exposé des motifs (Fenet t. 10 p. 423). trouve encore sa sanction en droit pénal dans l'article 229 qui applique la peine du parricide à l'adopté pour le meurtre de son père adoptif au père naturel en ce qui concerne la répression des coups et blessures qui lui auraient été portés par l'adopté.

Le lien de parenté résultant de l'adoption s'étend aux enfants légitimes de l'adopté (art. 353).

Ainsi la parenté fictive établit par l'adoption prendra toute son ampleur. Ce rapport existant entre deux personnes dont l'une descend de l'autre. La loi en affirme l'existence. Il est limité en ligne ascendante à l'adoptant lui-même. En ligne collatérale il est entièrement supprimé entre l'adopté et ses descendants et la famille de l'adoptant qui leur reste totalement étrangère.

Cet article 353 met fin à une controverse doctrinale en consacrant la jurisprudence de la cour de cassation.

C'est au point de vue de l'exercice du droit de succession que se posait la question de savoir si l'adoptant était lié directement par le lien de parenté avec les descen-

dants légitimes de l'adopté, si ceux-ci devaient être considérés comme ses petits enfants. Par deux fois la cour de cassation avait répondu affirmativement. (Cass. 2 déc. 1812. S. 23-1-74, D A, 1342. Cass 10 nov. 1869 S. 70-1-18, D. 70-1- 209). On trouve de forts arguments en faveur de l'opinion contraire par laquelle la famille de l'adoptant reste étrangère à l'adopté et réciproquement la famille de l'adopté reste étrangère à l'adoptant (1). Désormais la loi sanctionne formellement la réalisation du désir de l'adoptant qui a songé à se créer une famille et par conséquent à avoir et des enfants et des petits enfants.

Il résulte de ce lien de parenté :

Que l'obligation de se fournir des aliments que l'adoption fait naître entre l'adoptant et l'adopté se continue entre l'adoptant et les enfants de l'adopté.

Que l'adoptant est tenu envers les enfants de l'adopté des diverses obligations auxquelles sont tenus des grands parents envers leur petit enfant (obligation d'être tuteur., etc.

Que les enfants de l'adopté doivent observer le devoir de respect envers l'adoptant.

Que les enfants de l'adopté viennent à la succession de l'adoptant soit de leur propre chef soit par représentation de l'adopté et que conformément à la jurisprudence (Cass. 10 nov. 1869 précité) qu'il n'y a pas lieu de distinguer parmi les enfants de l'adopté entre ceux qui sont nés depuis l'adoption et ceux qui étaient nés auparavant.

L'article 353 n'a pas seulement l'utilité d'affirmer l'exis-

(1) V. Auvry et Rau et Martin t. 9 § 560 texte n° 2 lettre a et c note 4, 6 et 7.

tence du lien de parenté quant aux descendants légitimes de l'adopté, en même temps il précise l'étendue de ce lien et en fixe les limites. Il n'y a plus parenté lorsqu'il ne s'agit plus des personnes limitativement désignées, parenté au sens juridique, entraînant des conséquences tant aux points de vue civil qu'à ceux envisagés par les lois spéciales politiques ou administratives, mais seulement cette affinité, cette alliance d'un caractère restreint qui ne se traduit dans la loi que par la prohibition de certains mariages, et dont il ne faut voir l'origine que dans une préoccupation d'ordre moral, la possibilité d'un mariage entre personnes destinées à vivre sous le même toit pouvant présenter un danger pour les bonnes mœurs.

Prohibition à certains mariages.

L'article 354 reproduit les prohibitions édictées par l'ancien article 348 des mariages.

Entre l'adoptant, l'adopté et ses descendants.

Entre l'adopté et le conjoint de l'adoptant et réciproquement entre l'adoptant et le conjoint de l'adopté.

Entre les enfants adoptifs d'un même individu.

Entre l'adopté et les enfants qui pourraient survenir à l'adoptant.

Mais la loi n'a pas la rigueur des anciennes dispositions. Les prohibitions au mariage entre enfants adoptifs d'un même individu et entre l'adopté et les enfants survenus à l'adoptant peuvent être levées par décret s'il y a des causes graves.

La législation française est celle qui édicte les prohibitions de mariage les plus strictes. La dispense vient tempérer l'effet de cette sévérité.

Cette dispense est-elle en soi une bonne chose ? Elle est destinée à réduire à néant les dispositions relatives aux prohibitions car en pratique les mariages seront toujours permis. L'obligation d'obtenir une dispense entraîne à des frais, impose des retards. Mais n'est finalement pas efficace. Peut-être eut-il mieux valu restreindre le nombre des cas où la prohibition au mariage devait subsister lorsqu'il y avait des raisons capitales pour la maintenir et pour les autres laisser une entière liberté. C'est ce que fait le Code civil allemand dans lequel il n'y a qu'une prohibition celle du mariage entre l'adoptant et l'adopté.

L'empêchement qui résulte de l'article 354 est seulement prohibitif, (v. Aubry et Rau § 463, texte n° 2, note 3). La possibilité de lever par décret ces prohibitions confirme cette opinion.

Si l'adoptant et l'adopté désirent contracter mariage il semble qu'il y ait un moyen d'éviter ce qu'il y a de particulièrement choquant dans une pareille union d'un père par exemple avec sa fille adoptive. Et s'il existe des causes graves militent pour le mariage et qui justifieraient le décret d'autorisation pourquoi ces causes ne seraient-elles pas soumises aux tribunaux qui pourraient révoquer l'adoption en vertu de l'article 370 ? Cette procédure pourrait être plus heureusement suivie de succès que celle qui prendrait la voie administrative et qui pourrait échouer en raison même de l'existence du lien d'adoption.

La loi ne prévoit par le sort de l'adoption au cas où une telle union serait réalisée. Elle est par conséquent maintenue avec tous ses effets. Le Code allemand en fait plus sagement dériver une résolution du lien d'adoption.

4^o OBLIGATION ALIMENTAIRE

Cette obligation est maintenue par l'article 356 entre l'adoptant et l'adopté avec son ancien caractère de réciprocité. Le lien de parenté s'étendant (art. 352) aux enfants légitimes de l'adopté cette obligation se prolonge dans la ligne descendante entre l'adoptant et les descendants de l'adopté. Il n'était pas nécessaire que la loi le spécifie en propres termes puisqu'elle affirme par ailleurs le lien de parenté auquel l'obligation alimentaire est un attribut essentiel. Mais l'adoption n'entraîne aucune obligation de ce genre entre l'adopté et les parents de l'adoptant auxquels le contrat d'adoption reste étranger.

L'obligation de se fournir des aliments continue d'exister entre l'adopté et ses père et mère. Cependant les père et mère de l'adopté ne sont tenus de lui fournir des aliments que s'il ne peut les obtenir de l'adoptant (art 356 § 2). Cette distinction ne vient pas de ce que les liens de paternité fictive nés de l'adoption sont plus étroits, plus directs au regard de la loi que les liens de la nature. Mais l'adoptant ayant enlevé l'adopté à ses parents pour prendre soin de lui mieux qu'ils ne l'auraient fait eux-mêmes il est juste qu'il soit le premier à supporter la charge de l'obligation alimentaire et que ce ne soit qu'à son défaut que l'enfant soit obligé de s'adresser à ses père et mère. Le Code allemand est dans ce sens.

5 DROITS DE SUCCESSION

Les droits successoraux dérivés de l'adoption demeurent les mêmes que sous l'empire du Code Civil. L'adopté reste étranger aux successions des parents de l'adoptant

mais exerce dans la succession de ce dernier tous les droits d'un enfant légitime. L'adoptant jouit dans les mêmes conditions du droit de retour. Les articles 357, 358, 359 reproduisent les articles 350, 351, 352 anciens sauf cette différence que l'article 357 spécifie que les descendants légitimes de l'adopté ont les mêmes droits que lui dans la succession de l'adoptant mettant fin à la controverse soulevée par l'article 350 ancien et déjà tranchée par le nouvel article 353 qui affirme le lien de parenté étendu jusqu'aux enfants légitimes de l'adoptant. Nous en avons fait l'exposé dans le commentaire de cet article, (à propos du lien de parenté résultant de l'adoption).

La jurisprudence entendait déjà qu'il ne fallait pas distinguer parmi les enfants de l'adopté entre ceux qui sont nés depuis l'adoption et ceux qui sont nés auparavant (Cass. 10 nov. 1869 D 70, 1, 209 S. 70, 1, 18). La loi dans l'article 357 emploie le terme général d'enfants légitimes de l'adopté, sans distinguer ce qui leur assure à tous les mêmes droits dans la succession.

Ce même article 357 diffère de l'article 350 qu'il remplace parce qu'il ne reproduit pas après « l'adopté aura un droit de succession » les mots « mêmes quand il y aurait d'autres enfants nés en mariage depuis l'adoption », la rédaction est différente le sens reste identique — ils (l'adopté et ses descendants) ont dans la succession de l'adoptant les mêmes droits que ceux qu'y auraient les enfants ou descendants légitimes. Cette phrase suppose qu'il pourrait exister des enfants légitimes, mais que dans ce cas leur présence ne viendrait en rien modifier la répartition des biens. Il y aurait un partage entr'eux.

Pour nous résumer. Pas de changement dans l'orga-

nisation des droits de succession dérivés de l'adoption, confirmation heureuse. Car il n'eût pas été conforme au sens de cette institution de diminuer les droits héréditaires de celui qui doit remplacer un enfant selon la nature. Il eût été de plus dangereux de donner à l'adoptant des droits sur la succession de l'adopté. Il recueille les biens par lui donnés. Il ne peut s'enrichir. L'Etat lui-même le prime. Mais l'adoption des mineurs aurait pu faciliter la réalisation des manœuvres de ceux qu'aurait pu tenter la fortune d'un orphelin riche. Le maintien des règles anciennes apporte une heureuse assurance. Il est fidèle au principe fondamental que l'adoption doit être inspirée par de justes motifs, qu'elle doit présenter des avantages à l'adopté, (et non à l'adoptant).

6° INFLUENCE SUR LA NATIONALITÉ DE L'ADOPTÉ.

Après avoir décidé qu'un Français peut adopter un étranger ou être adopté par un étranger, l'article 345 règle les effets de cette adoption sur la nationalité de l'adopté. Elle n'entraîne pas de changement de nationalité.

Cette question était délicate. Elle était neuve, dans notre droit du moins, puisque sous l'empire du Code le bénéfice de l'adoption n'était pas reconnu aux étrangers. Il pouvait sembler nécessaire de faire prendre à l'adopté la nationalité de l'adoptant. En effet l'adopté prend déjà son nom, il lui succèdera, il passe sous sa puissance paternelle, il deviendra par l'éducation la meilleure œuvre que l'adoptant laissera pour lui survivre, aussi est-il logique de lui faire prendre en même temps sa nationalité.

A l'appui de cette opinion, on peut faire remarquer que la reconnaissance d'un enfant naturel mineur entraîne pour lui l'attribution de la nationalité de celui des parents à l'égard duquel la preuve de filiation est faite (C. civ. art. 8). L'adoption, surtout avec la réforme relative aux mineurs, doit être un moyen commodément employé pour assurer la condition d'enfant légitime à l'adopté, pourquoi le traiter moins favorablement que s'il avait été seulement l'objet d'une reconnaissance ? L'adoptant exerce la puissance paternelle sur l'adopté n'est-ce pas préparer des conflits de loi difficile à résoudre que de ne pas décider qu'ils auront la même nationalité ? Enfin dit-on l'adoption imite la filiation légitime et dans une famille légitime il y a nécessairement unité de nationalité entre ascendants et descendants. Avant de poser le problème sous son véritable aspect, répondons à cette dernière objection. Elle repose sur une erreur de fait. Il n'y a pas forcément unité de nationalité entre les ascendants et les descendants d'une même famille. Citons par exemple les cas des articles 8, 3^o et 4^o pour un individu né en France de parents étrangers dont l'un y est lui-même né et pour celui né en France d'un étranger et qui à l'époque de sa majorité est domicilié en France l'article 9 § 1 du Code civil, et encore le cas où une étrangère devient Française lorsqu'elle épouse un Français (art. 12). Et d'ailleurs cette obligation ne peut-elle pas se retourner contre ceux-là même qui la proposent. Car en même temps l'adopté reste dans sa famille naturelle et y conserve tous ses droits (Cass. 7 Juin-1826-S26-1330). C'est ce qui crée la difficulté du problème. Le voici fort clairement exposé.

Un citoyen français adopte un étranger, l'adopté prendra-t-il la nationalité de l'adoptant ? (1).

« Législativement l'affirmative pourrait être soutenue (par argument d'analogie des articles 12 et 19 C. Civ) si l'adoption faisait définitivement sortir l'adopté de sa famille d'origine pour lui donner une autre famille. Et encore il y aurait quelque danger à permettre au premier venu d'introduire dans l'état un citoyen nouveau par un acte de sa volonté.

Dans le système français l'adopté reste uni à sa famille naturelle et y conserve tous ses droits C. civ. art. 348. Or parmi ces droits que l'adoption laisse subsister figure sans doute celui de vivre sous la même allégeance que ses parents. (V. la note Pg. 82).

Mais si l'adopté n'a pas de nationalité l'adoption ne lui confrère-t-elle pas celle de l'adoptant ?

La question n'est pas résolue.

Ce cas s'est présenté en Suisse d'un enfant né de père et mère inconnus sur un territoire dont la législation ne fait aucune application du Jus Soli (V. Em Lehr journal du Dr int. priv. 1891-p. 105 s.).

M. Weiss propose que l'adopté prenne la nationalité de l'adoptant car, ce sera un bénéfice pour l'adopté, et il n'y a pas d'objection de principe. Pas de rapports politiques antérieurs à rompre, pas de droits en conflit avec ceux de la nation à laquelle ressortit l'adoptant.

Toutefois M. Lehr qui pose la question hésite à penser que l'adoption parfaitement apte à donner à l'enfant

(1) Weiss. Traité de droit international privé, t. I. De la Nationalité pg. 81.

sans nationalité certaine un état de famille puisse lui conférer ipso facto un état de cité. Il remarque non sans raison qu'aucune loi ne range expressément l'adoption parmi les modes d'acquisition de la nationalité et que cette naturalisation détournée paraît difficile à accepter dans une matière aussi grave, où tout est de droit étroit à raison des prérogatives et des obligations précises qui découlent de la qualité de Régnicole (1).

Il y a impossibilité, dans l'Etat de notre droit d'envisager le changement de nationalité pour un adopté mineur puisqu'un français ne peut pas perdre sa nationalité pendant sa minorité (2).

Il y a également une grosse difficulté dans le cas où la législation de l'état de l'adoptant étranger, ne reconnaîtrait pas le changement de nationalité. L'adopté serait repoussé des deux patries à la fois, il deviendrait « heimat los ». Il fallait donc ici plus qu'en toute autre nature prendre en considération les dispositions de législation étrangère. Dans les pays où l'adoption peut intervenir entre des personnes de nationalités différentes elle n'a aucune influence sur la nationalité de l'adopté (3). Voici en effet ce que nous trouvons. « Aucune loi ne fait produire à l'adoption un changement de nationalité » et encore (4). « De l'effet de l'adoption en droit international au point de vue de la transmission en droits de succession : Soutiendra-t-on que l'adopté prend la nationalité de l'a-

(1) V. Em Lehr, loc. cit. page 107.

(2) V. Despagnet et de Boeck. Page 477.

(3) Clunet. Tables v^o adoption n^o 3.

(4) Clunet. Journal de droit international privé, 1882, page 292.

doptant comme la femme prend celle de son mari ? A notre connaissance il n'y a pas en Europe une seule loi qui attache cet effet à l'adoption, et si à défaut d'autres textes on recourt aux principes généraux du droit ils sont aussi diamétralement contraires à cette solution. La nationalité ne se perd nulle part hors le cas de mariage par un simple acte unilatéral de l'intéressé. Il y a toujours des formalités avec le gouvernement du pays et le savant interprète précise ailleurs sa pensée (1) « Chez les Romains l'enfant adopté devenait membre de la même cité que le père adoptif suivant la formule « *Municipem ant nativitas fecit ant manu-missio ant adoptio* ». Mais cela ne peut exercer aucune influence sur notre opinion à cause de la différence radicale qui existe entre les idées romaines et les idées modernes sur la nationalité et les étrangers ».

La force de ces raisons de droit interne, jointe à une sage connaissance des solutions du droit comparé, qui présente l'unanimité peut-on dire si l'on envisage les possibilités d'adoption par des étrangers, a entraîné le législateur à écarter l'influence de l'adoption sur la nationalité.

(1) Clunet 1890, page 228.

IV

Révocation de l'adoption

L'article 350 reconnaît la possibilité de révoquer l'adoption. Il fixe les conditions et organise les modalités de l'exercice de ce droit.

1^o JUSTIFICATION DU DROIT DE RÉVOCATION-HISTORIQUE.

Ce droit de révocation reconnu par la loi nouvelle paraît devoir être mis hors de toute discussion si l'on ne veut considérer dans l'adoption que ce qu'il y a de proprement contractuel chez elle — la volonté des parties pouvant détruire ce qu'elle a d'abord créé. Il est bien évident que la question est plus complexe. Tant que l'acte des contentements passés devant le juge de paix n'a pas été homologué et transcrit sur les registres de l'état civil il peut être révoqué par la commune volonté des parties, ce que la volonté a fait, la volonté peut le défaire. Mais du moment que l'adoption consentie a été transcrite sur les registres de l'état civil elle devient un acte de l'état civil et comme tel irrévocable (Cass. 15 mai 1867 S 68-2-17 P. 68. 105 et Cass 14 Juin 1869 D 73-1-158).

Toullier, le premier commentateur du Code civil

présentait déjà cette interprétation mais il y apportait certaines variations qui en atténuaient la rigueur (1).

L'adoption est irrévocable on ne peut d'un consentement mutuel rompre les rapports de paternité et de filiation civile qu'elle établit. La raison est que l'autorité publique est intervenue pour confirmer le contrat d'adoption passé entre les deux parties. Elles ne peuvent donc le rompre de par leur seule volonté. Mais ne pourraient-elles le faire en faisant homologuer le second contrat (de rupture) par le même tribunal qui avait homologué le premier en déclarant qu'il y avait lieu à adoption. Il n'y a rien de plus naturel que de dissoudre un contrat de la même manière qu'il a été formé... En tirant argument du Code prussien (n° 7-14) duquel l'adoption est imitée, qui sans autoriser spécialement la révocation soumet le contrat d'adoption aux règles ordinaires de tous les contrats qui peuvent être révoqués de la même manière qu'ils ont été passés et qui n'excepte pas de cette règle d'adoption, Toullier ajoute « il y a donc lieu de penser que l'adoption pourrait être révoquée de la même manière qu'elle a été faite par un contrat ou pour employer un terme ancien mais énergique et propre par un *distract* passé devant le juge de paix et homologué par le tribunal qui aurait admis l'adoption ». Cependant on ne peut dissimuler que le conseil d'Etat considéra l'adoption comme irrévocable (V. Loqué t V page 450 édit. in 8°). Mais le code n'ayant rien décidé sur ce point les tribunaux pourraient-ils suppléer à son silence sans excès de

(1) Toullier droit civil français. 1824, t. 2 n° 1018.

pouvoir ? Demolombe est d'un avis diamétralement opposé(1).

L'adoption une fois inscrite sur les registres de l'état civil est désormais irrévocable.

Elle ne serait pas révoquée par la surveillance d'un enfant légitime de l'adoptant (argument des art. 348-350). Elle ne serait pas révocable pour cause d'ingratitude de l'adopté. Seulement l'adopté pourrait être bien entendu comme tout autre héritier exclu pour cause d'indignité de la succession de l'adoptant (art. 350. Cotelle Cours de droit civil approfondi E II. pg 88).

Elle ne pourrait être subordonnée à des conditions dont l'accomplissement aurait pour résultat de la rendre révocable. En un mot les trois causes qui entraînent la révocation d'une donation entre vifs (art. 953) ne sont pas applicables à l'adoption. D'abord parce qu'aucun texte ne déclare l'adoption révocable ou révoquée pour l'une de ces causes : ensuite parce que l'adoption en effet n'est pas une donation ; parce qu'elle est un acte de l'état civil, parce qu'elle crée des rapports de paternité et de filiation dont le caractère est de ne plus pouvoir être révoquée à moins que par exception la loi n'en autorise la révocation, ce qu'elle n'a pas fait.

Pareillement l'adoption ne pourrait être révoquée par le consentement mutuel de l'adoptant et de l'adopté même en suivant toutes les formalités qui ont été employées pour l'accomplissement et répondant à la théorie présentée dans Toullier « mais il ne suffit pas que la loi

(1) Demolombe T. 6 n° 127 et 128.

ne l'en ait point excepté il serait indispensable que la loi en eut autorisé la révocation car pour appliquer à l'adoption la règle de tous les contrats il faudrait qu'elle fût un contrat ordinaire. Or il n'en est pas ainsi. Elle est un contrat de droit public, un acte de l'état civil homologué par l'autorité judiciaire, or aucun texte ne donne aux magistrats le pouvoir d'homologuer la révocation d'une adoption. Il résulte du reste des dispositions préparatoires que les auteurs du Code Napoléon ont entendu faire de l'adoption un contrat irrévocable et voilà même pourquoi ils n'ont pas permis d'adopter un mineur ».

Cette dernière phrase éclaire le débat. Ce principe d'ordre public qui dominait tout le droit et avec lui l'adoption, va être mis en échec. Le législateur qui voudra réaliser l'adoption des mineurs devra prévoir une exception s'il veut que cette adoption qui lie l'adopté avant sa majorité n'ait pas des conséquences funestes, ne soit pas contraire au principe de la liberté de l'individu. Le législateur du droit intermédiaire l'avait parfaitement compris (1). « On ne voyait dans l'adoption conférée à un mineur qu'un acte, qui parfait et irrévocable de la part de l'adoptant restait néanmoins sujet à la ratification formelle ou tacite à l'époque de sa majorité. Lorsque le code eut organisé l'Adoption sur des bases différentes la question se posa de savoir quel sort serait réservé aux adoptions passées depuis le 18 janvier 1792, date du décret de la Convention qui en reconnaissait le principe sans l'organiser véritablement, jusqu'au jour de la publi-

(1) V. BERLIER. Exposé des motifs de la loi du 25 germinal, an XI.

cation du code civil. La loi du 13 avril 1803 (25 germinal an XI) déclara valables celles qui avaient été faites par acte authentique (art. 1), mais réservait le droit des adoptés mineurs. Pourra néanmoins (art. 2) celui qui aura été adopté en minorité et qui se trouverait aujourd'hui majeur renoncer à l'adoption dans les trois mois qui suivront la publication de la présente loi. La même faculté pourra être exercée par tout adopté aujourd'hui mineur dans les trois mois qui suivront sa majorité.

L'article 370 introduit dans le texte en considération de l'adoption des mineurs, n'est cependant pas limité à eux seulement. Il a une portée générale. La révocation de l'adoption peut être prononcée, aussi bien lorsque le contrat a été passé du temps de la majorité de l'adopté, que pendant sa minorité, sur la demande de l'adoptant aussi bien que sur celle de l'adopté. Mais ici encore cette faculté de demander la révocation laissée à l'adoptant est une conséquence de la possibilité d'adopter un mineur. Sous le régime du code la longue période préparatoire, l'obligation des soins et des secours fournis à l'adopté par l'adoptant étaient pour lui une expérience, et comme une assurance contre l'avenir. Il avait eu le temps d'étudier à loisir celui qu'il désirait adopter et il pouvait savoir s'il en était digne. C'était une sorte de noviciat avant que les vœux perpétuels ne soient prononcés. Aujourd'hui l'adoptant peut par une décision insuffisamment réfléchie se lier avec un individu qui a surpris sa confiance. Et cela n'est pas le moindre danger auquel il est exposé. La réforme tend à généraliser les adoptions de mineurs. Comment les renseignements désirés par l'adoptant lui seront-ils donnés ? sur ceux-là même qui paraissent le plus

dignes de son dévouement, les orphelins, dont on peut mal connaître la famille. Une lourde hérédité peut peser sur eux. Leurs tares n'apparaîtront que lorsque leur personnalité se formera. Un parfait honnête homme ainsi engagé dans une œuvre qu'il ne peut mener à bien, trop lourde pour lui et qui en tout cas ne correspond nullement avec ce qu'il s'était proposé, doit pouvoir demander la révocation de l'adoption à laquelle il a consenti.

2° CONDITIONS DE L'EXERCICE DU DROIT DE RÉVOCATION.

Le droit comparé nous apprend que l'on trouve réalisé dans les diverses législations étrangères trois sortes de révocations. La révocation conventionnelle par consentement mutuel à la rupture du lien d'adoption, révocation d'un commun accord réalisée par un contrat de rupture homologué par l'autorité qui était intervenue à la formation du contrat d'adoption. La révocation légale qui se produit de plein droit lorsque certaines prohibitions édictées par la loi sont enfreintes par les parties. Et enfin la révocation judiciaire, c'est-à-dire prononcée par les tribunaux, sur la demande de l'une des parties, révocation unilatérale pourrait-on dire si on la comparait au premier mode de la révocation conventionnelle qui pour se réaliser implique le consentement des deux parties en cause.

C'est seulement la forme judiciaire qui a trouvé sa place dans la loi (art. 370, § 1).

Une remarque s'impose. On peut concevoir, dans le cas de l'adoption d'un mineur que celui-ci parvenu à sa majorité pourra demander la révocation de l'adoption

sans avoir à donner une justification de sa volonté, mais seulement parce qu'il peut alors et pour la première fois donner ou refuser son consentement à l'acte d'adoption dans la plénitude de sa capacité. C'est ainsi qu'en avait décidé la loi du 13 avril 1803 dans son article 2, c'est encore la solution du Code civil espagnol (art. 180) qui laisse au majeur adopté au cours de sa minorité le droit de demander la révocation de l'adoption, dans les quatre ans qui suivent sa majorité. Cette faculté de révocation par simple déclaration faite devant le juge de paix par l'adopté dans l'année qui suivra sa majorité avait été prévue par les auteurs de la proposition de loi du 25 juillet 1916 à la Chambre des députés et du 31 mai 1918 au Sénat. Mais il est inacceptable de permettre une modification de son état civil « *Motu Proprio* ». Le législateur a écarté ce mode de révocation par simple déclaration de volonté. Il a voulu protéger l'adopté, majeur mais encore bien près de la jeunesse, contre un coup de tête, qui l'aurait privé d'une adoption avantageuse pour lui.

C'est le Tribunal qui prononcera la révocation sur la demande de l'adoptant ou sur celle de l'adopté. Il devra exiger qu'il soit justifié de motifs très graves dit la loi. Les faits sont laissés à l'appréciation du tribunal. Mais il ne doit décider si les fautes de l'adoptant ou celles de l'adopté rendent véritablement impossible le maintien de l'adoption. Le Code suisse exige de justes motifs quand la demande vient de l'adopté; pour l'adoptant il doit prouver que les conditions sont réalisées dans lesquelles il serait de droit de déshériter l'adopté. Il semble que les causes d'indignité de l'article 727 du Code civil embrassent un nombre de cas trop restreint et qu'il y

aurait plutôt lieu de s'inspirer des cas de révocation des donations de l'article 955 pour cause d'ingratitude en prenant en considération ce fait, lorsqu'il s'agit de l'adoption d'un mineur sur lequel l'adoptant n'a pu se procurer aucun renseignement et sur lequel tous ses efforts pour en faire un honnête homme sont demeurés vains, qu'il conviendrait d'élargir ces dispositions, qu'une inconduite persistance, des condamnations pénales, devraient également être admises comme faits justificatifs suffisants d'une demande de révocation. Pour apprécier ce que peuvent être ces causes très graves que la loi a négligé d'énumérer reportons-nous aux rapports des commissions de législation. A la Chambre M. Guibal disait : Il faudra ou que l'adopté ait par ses violences, ses menaces, sa mauvaise conduite, son ingratitude manifestée par des actes révoltants manqué à ses devoirs vis à vis de l'adoptant ou qu'inversement celui-ci se soit montré brutal à l'égard de l'adopté, ou encore qu'il lui ait donné de mauvais exemples. M. Pérès au Sénat expose la même interprétation il parle de brutalités, services, exemples pernicieux insuffisances de soins de la part de l'adoptant et du côté de l'adopté manquements aussi à ses devoirs ; violences, menaces, injures graves et répétées...etc d'une manière générale, tout ce qui peut révéler l'indignité de l'une des parties, de telle manière que le maintien de la situation devient intolérable à l'autre.

Le jugement prononçant la révocation est susceptible d'appel. Les dispositions des articles 366 et 367 sont applicables au jugement ou à l'arrêt qui prononce la révocation de l'adoption. Ces mesures de publicité sont aussi nécessaires qu'au moment de la formation de l'adoption

car il est indispensable que les tiers en soient informés.

3^o EFFETS DE LA RÉVOCATUR.

La révocation fait cesser dans l'avenir tous les effets de l'adoption.

L'adopté reprendra son nom tel qu'il était avant l'adoption il supprime le nom de l'adoptant qu'il avait ajouté au sien propre.

Les empêchements de mariage tombent.

L'obligation alimentaire de l'article 356 disparaît.

Les droits de succession de l'adopté sur les biens de l'adoptant s'éteignent également.

Le texte de l'article 370 paraît écarter tous effets rétroactifs de la résolution de l'adoption.

Qu'advient-il des libéralités consenties par l'adoptant à l'adopté. Devront-elles lui être restituées par ce dernier ? Que deviendra le droit de retour légal ? ne doit-il pas disparaître en même temps que l'adoption dont il est l'un des attributs ? Sans texte spécial on peut décider que les libéralités devront être restituées de même que le cas échéant le droit de retour légal devrait s'exercer. L'adoptant ne reste-t-il pas après résiliation de l'adoption un donateur. Il y a une présomption du droit de reversion stipulé dans la donation. Ne serait-ce pas immoral d'ailleurs de voir l'adopté s'enrichir alors que la cause de la donation a disparu !

Il ne peut s'agir de faire restituer à l'adoptant les frais d'entretien et d'éducation qu'il a engagés en faveur de l'adopté pas plus que les menus cadeaux d'usage.

Déchéance de la puissance paternelle.

L'article 370, rapproche dans son texte cette mesure

qui a un caractère moins grave que la résiliation de l'adoption qui correspondrait à des torts moins sérieux vis-à-vis de l'adopté, ou qui permettrait d'écarter les dangers moraux auxquels il serait exposé sous l'autorité de l'adoptant tandis que les avantages matériels de l'adoption pourraient lui être conservés.

CONCLUSION.

Telle qu'elle apparaît dans son texte définitif la loi du 19 Juin 1923 a dépassé le but que lui assignaient ceux qui les premiers ont été appelés à en discuter. A la première discussion du projet de loi voici ce qui a été dit (1) : « En ce qui me concerne je crois que l'Adoption ne sera jamais en temps normal extrêmement fréquente dans notre pays. Je crois que la législation que vous débátez est une législation de circonstance. Il s'agit en définitive de faciliter l'adoption pour les orphelins de la guerre et c'est ce que nous avons eu en vue lorsque nous avons mis cette question à l'étude. La guerre a créé un trop grand nombre de situations douloureuses intéressantes. Il faut se préoccuper avant toutes choses du sort des orphelins qu'elle a faits. Or on ne trouvait pas dans les textes du Code civil relatifs à l'adoption des ressources suffisantes à cet égard d'où la nécessité de modifier aujourd'hui cette législation. Je répète que c'est un remède exceptionnel tenant à des circonstances tout à fait extraordinaires et qui grâce à Dieu ne se reproduiront sans doute jamais. C'est pourquoi, à mon avis, nous devons nous inspirer d'un esprit large

(1) Par M. Ambroise Colin. Bulletin S. E. L. 1920. pg 105.

pour déterminer les conditions de l'adoption dans le texte que nous sommes en train d'élaborer ».

Cette conception première devait si bien se modifier au cours des travaux que M. Guibal présentant son rapport à la Chambre au nom de la commission de législation civile et criminelle pouvait citer ces paroles (1) de M. Boivin-Champeaux à la séance de la Société d'études législatives du 26 janvier 1923. Il s'agit non seulement de la transformation profonde d'un des chapitres du Code civil mais en quelque sorte de donner la vie à une institution bienfaisante, jusqu'ici stérilisée par les textes malgré l'ardent désir des intéressés ». Le législateur a cru à l'efficacité de l'adoption pour aider à la réalisation de buts philanthropiques. « Votre commission est convaincue que si vous voulez bien suivre ses suggestions et si l'autre Chambre accepte d'entrer dans la même voie, le nombre des adoptions se trouvera du jour au lendemain multiplié dans une proportion considérable et elle connaît le bienveillant intérêt que depuis les lois de théophile Roussel le Sénat porte à l'enfance abandonnée et malheureuse pour être assurée que cette fois encore, il ne lui refusera pas sa protection. »

On constate en effet que le Parlement a conçu et élargi l'adoption dans le sens le plus libéral. En même temps (2).. « il s'est attaché à combler les lacunes que les auteurs et la jurisprudence avaient révélé dans le Code civil et par d'utiles précisions à mettre fin aux controverses et aux divergences qui en dérivait. Il a allégé la procé-

(1) Rapport de M. Pérès au Sénat.

(2) M. de Casabianca avocat général. Le Temps 20 juin 1923.

« dure. Il a enfin adapté la législation au sentiment public ».

Que faut-il choisir d'entre les deux conceptions ? L'adoption ne sera-t-elle fréquente que pendant la courte période qui suit la guerre, ou s'imposera-t-elle dans nos mœurs ? Nous ne saurions en décider. Elle le deviendra surtout, croyons-nous, comme un moyen de donner la situation d'enfant légitime à un enfant naturel. Et alors il nous semble que l'institution n'est pas parfaite qui s'efforce de donner aux enfants nés hors de loi sociale, hors de la famille, les bienfaits de cette famille, par un texte même qui affaiblit la cohésion et l'utilité de la famille.

Enfin n'y aurait-il pas été prudent de se convaincre de la sincérité de ceux qui s'unissaient par les liens de l'adoption en s'assurant qu'ils n'étaient pas seulement encouragés par un calcul d'intérêt. Il eut été facile de réserver que l'adoption ne serait pas opposable au fisc en cas de succession ou de donation entre vifs. On a pu prétendre qu'une telle disposition ferait disparaître un des gros avantages de l'adoption. Ce qui en réduirait le nombre. Mais n'est-ce pas montrer bien peu de confiance dans l'efficacité des avantages moraux que l'on présente comme les véritables justifications de l'institution. Nous croyons qu'il n'est pas opportun non seulement de priver le trésor de ressources qui peuvent devenir importantes mais bien plus encore de laisser libre place à la fraude qui ne manquera pas de s'établir, de lui offrir un champ nouveau, de telle sorte qu'il sera profondément immoral de constater qu'une institution destinée à remplacer la paternité pourrait servir à des trafics indécents, à des combinaisons louches destinés à fruster l'Etat.

C'est là un vide que peut facilement combler une loi de budget.

Mais en même temps que la loi du 19 Juin 1923 réalise une réforme de droit interne, elle marque un exemple intéressant d'unification du droit civil entre les nations. Nous avons signalé les emprunts faits aux législations étrangères. Ils sont nombreux. Les deux points les plus importants sur lesquels la réforme a innové, l'adoption des mineurs, la simplification de la procédure, ont été admis sans objection sérieuse parce que les résultats donnés à l'étranger par des dispositions analogues ont paru pleinement rassurants. Ainsi les sources de notre droit se sont trouvées élargies. Une adaptation s'est faite dans l'application des principes. La loi du 19 juin 1923, notamment en maintenant le droit de retour de l'adoptant, a conservé une caractéristique propre à notre Code civil qui était le seul texte législatif qui l'ait conservé. Mais il y a un appel à l'expérience de toutes les nations qui modifie le statut d'une institution juridique tout entière. Nous devons fixer cet exemple très net de l'influence des droits étrangers sur notre droit national. Sans s'attarder à des principes auxquels il n'a pas pensé qu'il convenait de sacrifier le législateur a suivi les suggestions qu'il pouvait recevoir d'une étude de droit comparé. C'est un phénomène infiniment intéressant qui caractérise la loi nouvelle.

M. Ed. Lambert (1) n'assignait-il pas « comme objet propre au droit comparé de dégager de l'ensemble des

(1) V. Geny méthodes d'interprétation des sources du droit positif t. 2. pg. 272.

droits étrangers se rattachant à un même stade de législation, un droit commun législatif qui put servir de modèle aux droits nationaux de ce groupe et fournir non seulement à leur législation mais à leur doctrine et par celle-ci à leur jurisprudence voire à leur pratique extra judiciaire les institutions ou les règles aptes à assurer leur développement et leur progrès suivant les exigences changeantes de la vie sociale et économique, en attendant qu'il prépare sur les mêmes bases une certaine internationalisation du droit. »

Pour jouer efficacement semblable rôle, le droit commun législatif ne se peut utilement constituer qu'entre droits positifs étroitement unis sur le terrain des conditions générales de civilisation comme sur celui des conceptions juridiques. Et pour le moment, M. Ed. Lambert semble n'en envisager la possibilité générale que pour les législations (*lato sensu*) des peuples latins et germaniques.

Notre nouvelle loi sur l'adoption, inspirée des législations européennes diverses conjuguées avec notre Code civil, est désormais étroitement adaptée aux conditions théoriques de ce droit commun législatif.

Vu :

Le président de la Thèse

J. HÉMARD

Vu :

Le Doyen

H. BERTHÉLÉMY

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur

de l'Académie de Paris

P. APPELL

BIBLIOGRAPHIE

- AUBRY et RAU. — *Cours de droit civil français*, 5^e édition.
- BEUDANT (Ch.). — *Cours de droit civil français*.
- COLIN et CAITANT. — *Cours élémentaire de droit civil français*.
- DEMOLOMBE. — *Cours de code Napoléon*.
- DEJOL. — *Rétablissement de l'adoption en France*. Thèse Paris, 1911.
- DESPAGNET et de BËCK. — *Précis de droit international privé*, 5^e édit.
- FENET. — *Recueil complet des travaux préparatoires du code civil*.
- GENY. — *Méthode d'interprétation des sources du droit positif*.
- LEHR. — *Eléments de droit civil russe*.
- LAURENT. — *Principes du droit civil français*.
Livre du centenaire du code civil.
- MONTESQUIEU. — *De l'Esprit des lois*.
- PORTALIS. — *Discours, rapports et travaux inédits sur le code civil*.
- PLANIOL. — *Traité élémentaire de droit civil*.
- SECRÉTAN. — *L'adoption en droit comparé*. Thèse Lausanne, 1914.
- THIBAudeau. — *Mémoires sur le Consulat*.
- TOULLIER. — *Droit civil français*.
- A. WEISS. — *Traité de droit international privé*, 2^e éd. et *Traité élémentaire*.

Bulletin de la société d'études législatives.

Revue trimestrielle de droit civil.

Annuaire de législation étrangère de la société de législation comparée.

Journal de droit international privé, et tables de Clunet.

Journal des notaires et des avocats, 1923, et l'article de M. Fauvel.

Répertoire général du Notariat et de l'Enregistrement de Defrénois.

Revue du notariat et de l'enregistrement de MM. Alphonse Besnard et Bernard Auger (Godde, édit.).

DALLOZ. — *Recueil général de lois et arrêts. Répertoires. Codes annotés.*

SIREY. — *Recueil des lois et arrêts.*

LABORI. — *Répertoire encyclopédique du droit français.*

PANDECTES. — *Répertoire.*

Le Temps, (20 juin 1923) et l'art. de M. de Casabianca, avocat général.

La loi. — Journal judiciaire quotidien.

Code civil allemand. Edition de l'imprimerie nationale.

Code suisse 1907.

Code autrichien. Traduction de de Clercq.

Code italien. Traduit et annoté par M. Prudhomme.

Code espagnol. Traduit par Levé.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Introduction.....	1
 I PARTIE. — L'adoption dans le Code civil.....	 11
CHAP. I. — Historique — Examen critique....	11
CHAP. II. — Statut de l'adoption dans le Code civil.....	 21
Ses modifications antérieures à la loi du 19 juin 1923.....	 21
 II PARTIE. — L'Adoption en droit comparé....	 29
CHAP. UNIQUE. — Les dispositions législatives étran- gères, réglementant l'adop- tion.....	 29
1 ^o Conditions de fonds.....	32
2 ^o Conditions de formes.....	39
3 ^o Effets de l'adoption.....	43
4 ^o Révocation de l'adoption....	51
 III PARTIE. — La Réforme de l'Adoption.....	 57
CHAP. I. — Nécessité de la Réforme.....	57
§ 1 Considérations d'ordre général...	57
§ 2 Les Propositions de loi.....	58

	Pages
CHAP. II. — La loi du 19 juin 1923..	67
§ 1 Travaux préparatoires. Vote de la loi.....	67
§ 2 Etude du texte.....	69
I Conditions de fonds.....	71
1° Conditions d'âge.....	71
2° Présence d'enfants ou de descendants légitimes.....	75
3° Soins donnés et secours fournis.	76
4° Bonne réputation.....	77
5° Prohibition d'adopter à certaines catégories de personnes..	78
6° Consentement à obtenir.....	79
7° Nationalité.....	84
II Procédure.....	90
1° La Procédure.....	90
A. Le Contrat. Sa réception devant le juge de paix ou devant notaire.....	92
B. Homologation par justice..	94
Droit d'appel.....	96
Recours en cassation..	98
Importance de la décision d'homologation.	101
Rétroactivité.....	103
Publication de la décision	105
C. Transcription sur les registres de l'état civil.....	106
2° Achèvement de la procédure en cas de mort de l'adoptant.....	108
3° Voies de nullité.....	110

	Page
III Effets.....	110
1° Nom de l'adopté.....	111
2° Puissance paternelle.....	112
3° Lien de parenté résultant de l'a- doption.....	116
4° Obligation alimentaire.....	120
5° Droits de succession.....	120
6° Influence sur la nationalité de l'adopté.....	122
IV Révocation de l'Adoption.....	127
1° Justification du droit de révoca- tion — Historique.....	127
2° Condition de l'exercice du droit de révocation.....	132
3° Effet de la révocation.....	133
Conclusion.....	137
Bibliographie.....	143
